

Du jazz à l'année à la radio

Cahier Arts+Spectacles, page C1

LA PRESSE À WIMBLEDON

Les Williams contre les Belges

Cahier Sports, pages S8 et S9

Venus Williams

# Le Canada fêté dans la controverse

LAURA-JULIE PERREULT

L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement fédéraliste au Québec n'a pas empêché la fête du Canada de baigner dans la controverse encore cette année.

Pendant qu'à Québec, Pierre Falardeau ouvrait la polémique en dénonçant les artistes québécois qui participent à la fête du Canada, à Montréal, l'organisateur du traditionnel défilé du 1<sup>er</sup> juillet se sentait mis de côté par Patrimoine Canada.

La force motrice du défilé montréalais de la fête du Canada, le D<sup>r</sup> Roopnarine Singh, trouve inacceptable que son événement, vieux de 26 ans, ne reçoive qu'une infime portion du gâteau de cinq millions accordé par le gouvernement fédéral aux organisateurs des festivités du Vieux-Port.

Voir CANADA en A2  
Autres textes sur la fête du Canada en page A3

## ÊTRE À LA RUE...

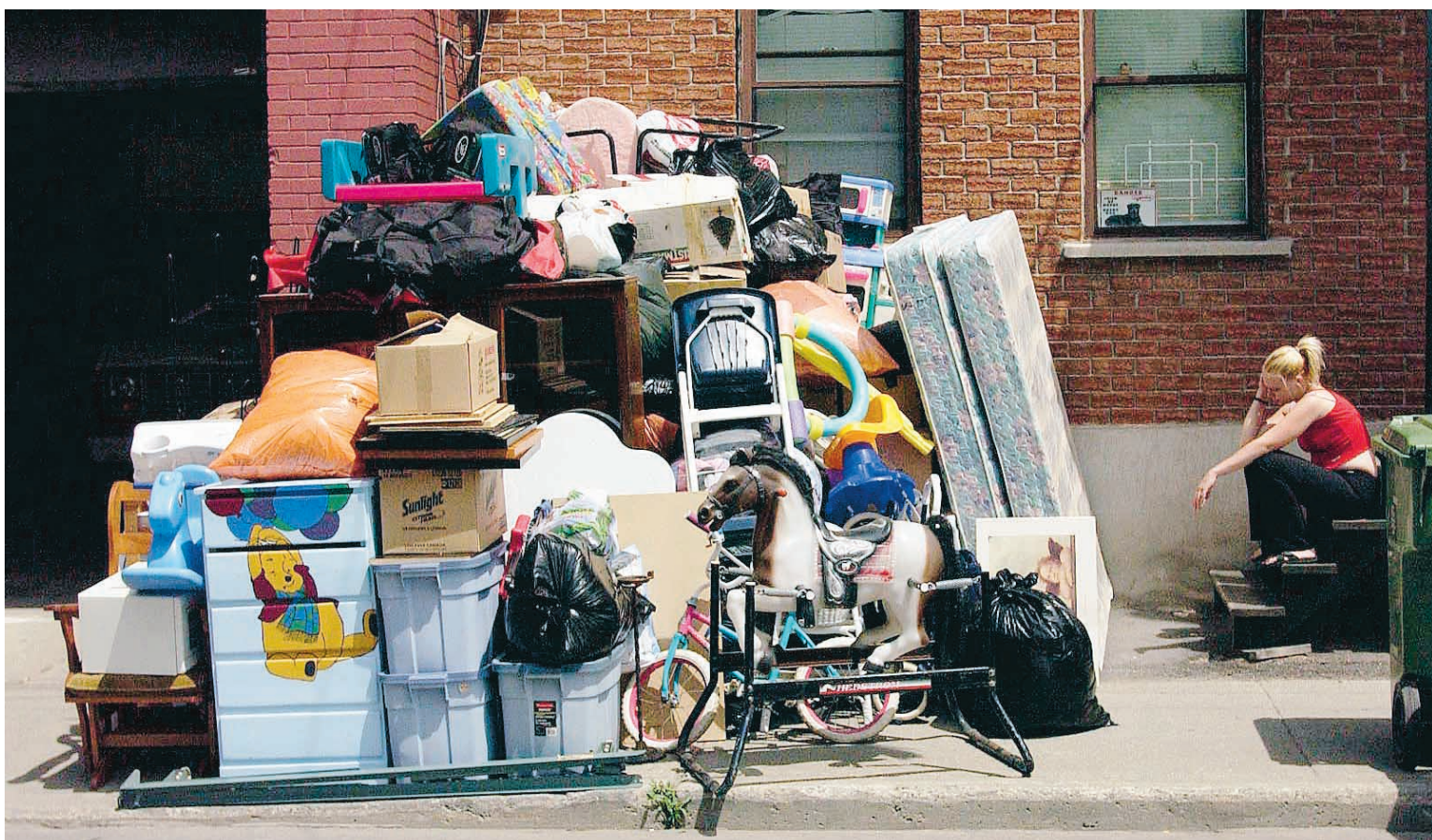


Photo IVANOÛ DEMERS, La Presse ©

Pour Mélanie et sa petite famille, comme pour des dizaines d'autres ménages montréalais qui n'ont pas réussi à se trouver un logement à temps, le stress était à son comble, hier, lorsque sont arrivés les nouveaux occupants des lieux. Soudainement forcée de mettre à la rue tous ses meubles, ses boîtes et les jouets des enfants, la jeune mère a attendu dans l'angoisse le camion de déménagement de la Ville. Tous les textes sur la crise du logement en pages A4 et A5

# Le « Parrain » président de l'UE



ISABELLE HACHEY

## LA PRESSE À LONDRES

UN HEBDOMADAIRE allemand le compare au Parrain. Un journal français le décrit comme un « danger pour l'Europe ». Un magazine britannique l'invite à démissionner pour régler ses problèmes avec la justice. Silvio Berlusconi aurait sans doute préféré un ciel sans nuage, mais c'est dans une énorme tempête médiatique que le premier ministre italien a accédé hier à la présidence rotative de l'Union européenne (UE).

Pendant les six prochains mois, M. Berlusconi tiendra la barre de l'UE, au moment où cette dernière se prépare à adopter une nouvelle Constitution et à faire entrer 10 nouveaux pays dans son club. La manoeuvre s'annonce difficile et,

d'un bout à l'autre du continent, médias et politiciens s'inquiètent. Signor Berlusconi, ce baron de presse qui trempe dans les conflits d'intérêts et les scandales judiciaires, est-il vraiment apte à gouverner l'Europe ?

Certainement pas, répond *The Economist*, qui appelle carrément à la démission du premier ministre. « Par une amère ironie, l'UE devra boucler son projet constitutionnel sous la houlette de l'homme le moins recommandable pour une telle tâche », se désole *Liberation*.

« Il est maintenant notre président, cet homme dont nous ne souhaitons pas serrer la main », s'indigne le *Berliner Zeitung*. Un autre hebdomadaire allemand, *Der Spiegel*, remporte la palme des manchettes provocatrices : « Berlusconi, le Parrain, maintenant sur tous les écrans européens », annonce-t-il en page couverture.

Alors que l'Europe tente de paraître plus démocratique, quelle image projettera un leader qui n'hésite pas à utiliser le Parlement pour régler ses démêlés avec la jus-

tice ? demandent les critiques. M. Berlusconi, rappelent-ils, vient de faire voter une loi offrant l'immunité aux cinq plus hauts dirigeants de l'État, parvenant ainsi à bloquer in extremis un procès pour corruption intenté contre lui.

La tactique n'est pas nouvelle : en deux ans de pouvoir, le *Cavaliere* a fait adopter une série de lois sur mesure pour échapper à la justice. De plus, l'homme le plus riche d'Italie n'a rien fait pour résoudre les conflits d'intérêts découlant de son double emploi de premier ministre et de patron d'un empire médiatique et financier. M. Berlusconi, qui possède trois chaînes privées, a aussi la main haute sur la RAI, le service public de radio-télévision. Il exerce dorénavant un contrôle presque total sur le paysage audiovisuel de la péninsule.

Mais plus que ses ennuis intérieurs, c'est la politique étrangère de M. Berlusconi, ainsi que ses déclarations à l'emporte-pièce qui font frémir le continent.

Voir PARRAIN en A2

# Ce sera Vancouver !



PIERRE FOGLIA

## À PRAGUE

Quelle heure est-il ? Je vous demande ça parce que s'il est passé midi, alors vous savez officiellement que Vancouver sera la ville hôte des Jeux olympiques d'hiver de 2010. Le Comité international olympique en a fait l'annonce vers 11 h 30.

Mais si c'est le matin, alors c'est moi qui vous le dis, de façon tout aussi certaine et officielle : ce sera Vancouver.

Cela ne peut pas ne pas être Vancouver.

Première raison — élémentaire —, Vancouver est la meilleure des trois candidatures, infrastructures sportives, hôtelières, budget, tout favorise la ville canadienne plutôt que la coréenne (PyeongChang) ou

l'autrichienne (Salzbourg). Le rapport de la Commission d'évaluation fait surtout l'éloge du concept du double site, Whistler pour les épreuves de ski et Vancouver pour le reste. Seul point noir au dossier : les 125 kilomètres, deux heures de route, qui séparent Vancouver de sa station de ski.

Seconde raison — stratégique —, point noir ou pas, les Européens vont voter en masse pour Vancouver. Ils veulent les jeux d'été de 2012, soit pour Paris, soit pour Londres, soit pour Moscou, ou Madrid. Comme ils ont déjà ceux de 2004 (Athènes) et ceux de 2006 (Turin), s'ils devaient aussi avoir ceux de 2010 en votant pour Salzbourg, adieu 2012... Vous savez ?

Le Comité international olympique n'est tenu en principe à aucune alternance de continent, mais dans la réalité, à qualité égale des dossiers, effectivement le CIO pratique cette alternance.

Voir VANCOUVER en A2  
Autre texte de Foglia en page S3

## MON CLIN D'OEIL STÉPHANE LAPORTE

Ce qu'il y a de bien avec la fête du Canada, c'est qu'on ne fête jamais assez pour avoir mal à la tête le lendemain.

## AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Bandes dessinées	D12	Monde	A11 à A15
Bridge	D16	Mots croisés	D12
Décès	D16, D17	Mot mystère	D12
Feuilleton	D12	Petites annonces	
Êtes-vous observateur		- immobilier	D13, D14
		- marchandises	D14
Forum	D13	- emplois	D14, D15
Horaires spectacles	A17	- automobile	D15, D16
Horaires télévision	C2	- affaires	D2
Loterie	A11		

## MÉTÉO Voir page S16

Ciel variable  
Maximum 27, minimum 19



6 21924 98765 1

# La salsa triomphe de la pluie

ALEXANDRE VIGNEAULT

UNE FORTE AVERSE de fin d'après-midi a bien failli saboter la gigantesque soirée salsa du Festival international de jazz de Montréal, hier soir. Le ciel s'étant ravivé, c'est sous une voûte presque dégagée que des dizaines de milliers de festivaliers ont dansé au rythme du Spanish Harlem Orchestra, redoutable ensemble new-yorkais passé maître dans l'art de servir une salsa authentique. Enjouée, énergique et surtout judicieusement épicée, elle a été au goût de l'immense foule massée dans la rue Sainte-Catherine et dans les environs de la Place des Arts.

Un peu après 21 h 30, lorsque le pianiste Oscar Hernandez et son ensemble de *salseros* chevronnés ont entamé leur premier morceau, on pouvait deviner qu'une foule au moins aussi nombreuse que l'année dernière avait répondu à l'invitation — c'est-à-dire plus de 100 000 personnes. Une pluie froide a bien semé l'inquiétude à l'heure du souper, mais entre 20 h et 21 h, un flux continu et impressionnant de gens a envahi le périmètre jazz. Ça rentrait à « pleines portes », coin Sainte-Catherine et Saint-Urbain.

« On a envoyé mon copain regarder la météo sur Internet et quand on a vu qu'il y avait

des éclaircies, on a décidé de venir », a raconté Janie, croisée devant le Théâtre du Nouveau Monde avec un groupe d'amis. « Moi, je suis venue parce que je suis influençable », a ajouté en riant l'une des amies en question, qui a succombé à l'appel de la salsa au lieu de plonger dans son travail à terminer pour l'université.



L'assistance ne s'est pas fait prier pour gigoter. Même tassés comme des sardines, un bon nombre de festivaliers ont commencé à danser dès le premier morceau servi avec aplomb par le Spanish Harlem Orchestra.

De loin, on pouvait voir un grand drapeau portoricain flotter au-dessus de la foule (la majorité des membres de l'orchestre en vedette hier ont des origines portoricaines).

Voir SALSA en A2  
Autres textes sur le Festival en pages B4 et B5, ainsi qu'en page C1



Photo IVANOÛ DEMERS, La Presse ©

La pluie a surpris les festivaliers tôt en soirée.

**INVITATION** 19 h au MONUMENT-NATIONAL **BILLETS EN VENTE**

**LEE KONITZ AVEC**

2 JUILLET FRANÇOIS THÉBERGE SEXTETTE

3 JUILLET DUOS AVEC PAUL BLEY, JASON MORAN ET KENNY WERNER

4 JUILLET THE SPRING STRING QUARTET

5 JUILLET NEW NONET SOUS LA DIRECTION D'OHAD TALMOR

RENSEIGNEMENTS : **Info Jazz Bell** 514 871-1881 / 1 888 515-0515 www.montrealjazzfest.com

Au Spectrum / www.spectrumdemontreal.ca  
318, rue Sainte-Catherine Ouest  
Aux comptoirs Admission / www.admission.com (514) 790-1245

Profitez d'un rabais de 25 par billet lorsque vous utilisez votre carte MasterCard Banque Nationale pour régler vos achats de billets du Festival.\*

## DEMAIN DANS LA PRESSE



## Ciel, mon fromage !

La production de fromages du terroir québécois est en plein essor. De l'île aux Grues aux Cantons-de-l'Est, en passant par Baie-Saint-Paul et Victoriaville, on en fait maintenant un peu partout. Pour nous aider à mieux les apprécier, Françoise Kayler est partie aux quatre coins du Québec à la rencontre du Victor et Berthold, du Tournevent, des fromages de La Petite Cornue et bien d'autres. Elle nous livre demain son premier compte rendu, sur le Ciel et le Migneron de Charlevoix.

À lire demain dans le cahier Actuel

## AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Venez clavarder avec la comédienne Louise Cardinal à 12 h 30  
[cyberpresse.ca/clavardage](http://cyberpresse.ca/clavardage)

> Suivez en direct l'annonce de la ville-hôte des JO d'hiver de 2010 à partir de 11 h  
[cyberpresse.ca](http://cyberpresse.ca)

> Découvrez notre nouvelle section tennis  
[cyberpresse.ca/tennis](http://cyberpresse.ca/tennis)

## POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca,  
7, rue Saint-Jacques, Montréal (QC) H2Y 1K9

TÉLÉPHONE

## RÉDACTION

redaction@lapresse.ca (514) 285-7070

## ABONNEMENT

(514) 285-6911

abonnement@lapresse.ca 1-800-361-7453

## PETITES ANNONCES

petitesannonces@lapresse.ca 1-866-987-8363

## DÉCÈS ET REMERCIEMENTS

deces@lapresse.ca (514) 285-6816

LOTERIES LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres : 296 > À quatre chiffres : 2939

## SUITES DE LA UNE

## VANCOUVER

Suite de la page A1

Troisième raison — pratique —, au CIO, bien souvent, les grandes décisions sont prises par les fédérations internationales. Ce que veut le soccer, ce que veut l'athlétisme, ce que veut la natation, en général, le CIO le veut aussi. Ici, le hockey, le patinage de vitesse et surtout le très puissant patinage artistique, tous veulent Vancouver bien que M. Ottavio Cinquanta, omnipotent président de la fédé de patinage, ne garde pas un très bon souvenir des Canadiens en général et du couple Salé-Pelletier en particulier. Autre argument, celui-là politiquement correct : l'Europe, et encore moins l'Asie, n'ont jamais montré grand empressement à organiser des compétitions pour les handicapés. Or, les paralympiques pèsent de plus en plus lourd dans l'organigramme des Jeux, et eux aussi veulent Vancouver.

Quatrième raison — sémantique —, Vancouver, pas le lieu, le mot en lui-même, fait rêver. Je parlais hier avec des Africains francophones qui ne savaient pas que Vancouver était au bord de la mer, mais le mot les allumait, c'était le mot le plus loin qu'ils connaissaient, Vancouver. Reste que les Africains ne voteront pas seulement sémantique, ils voteront surtout « utile », ils voteront subvention du CIO pour le développement du sport dans leur pays, ils voteront ce qu'on leur suggérera de voter dans leur meilleur intérêt. Et on leur suggérera de voter Vancouver. En passant, le CIO redistribue 93 % de ses revenus pour le développement du sport, particulièrement en Afrique.

Pour revenir au vote, ce matin, chaque ville aura une demi-heure pour faire valoir ses arguments aux 119 membres du comité, 119 s'ils sont tous là, ce qui serait étonnant. La délégation de Vancouver paraîtra la première, elle sera menée par le premier ministre Jean Chrétien, qui viendra à peine de descendre d'avion. La présentation a été tenue secrète, on sait que Wayne Gretzky, entre autres, prendra la parole, mais il a refusé de nous révéler le contenu de son allocution, qui ne devrait pas durer plus de deux minutes et demie.

« Quand j'aurai parlé, ils n'auront plus le choix », nous a-t-il dit en riant. M. Gretzky est ici avec sa femme, Janet Jones, et quatre de leurs enfants. Il était de fort bonne humeur quoique un peu fatigué de la veille. « Janet et moi étions les invités hier soir (lundi soir) de Jaromir Jagr et Petr Nedved, ils nous ont entraînés partout... »

Et les enfants ?

On a leur avait trouvé une gardienne !

Gretzky, comme Le May Doan, Crooks, Podborski, les trois autres athlètes impliqués dans la candidature de Vancouver 2010, Gretzky a pris son rôle très au sérieux : « Vous savez comme je déteste l'avion, je n'aurais pas fait ce voyage seulement pour la forme, je sais tout ce que ces Jeux nous apporteront sur le plan sportif, toute une nouvelle génération d'athlètes va naître au Canada, motivée par ces jeux chez nous. »

Après Vancouver, ce sera le tour de Salzbourg de faire valoir ses arguments, puis PyeongChang. On présentera ensuite le rapport de la commission d'évaluation. Le vote lui-même est prévu pour la fin de l'après-midi, entre 11 h et midi, heure de Montréal. Vancouver pourrait triompher au premier tour avec la moitié des voix plus une. Sinon, la troisième ville sera éliminée et on revotera pour choisir une des deux qui restent.

Eh ! monsieur que je vais avoir l'air fou si c'est PyeongChang qui passe ! J'en ri d'avance. Mais cela n'arrivera pas. Comme le disait Alain Lunzenfichter, le journaliste de *L'Équipe* affectée à la couverture du CIO, si le Canada ne gagne pas cette fois, il ne gagnera jamais.

On dénonce souvent l'eurocentrisme du Comité international olympique, on en a là un exemple par l'absurde : les Européens veulent l'Amérique, et ils vont l'avoir.

Depuis 1999, Célébrations Canada, un organisme à but non lucratif, est chargé de coordonner les célébrations entourant le 1<sup>er</sup> juillet dans toute la province. Prédé par l'ex-hockeyeur Serge Savard, la section québécoise de Célébrations Canada a dépensé cette année quelque deux millions pour animer le Vieux-Port de Montréal pendant cinq jours en plus de superviser des fêtes organisées dans 27 villes. M. Singh a reçu 20 000 \$ de l'enveloppe budgétaire accordée à Célébrations Canada par Patrimoine Canada, le ministère de Sheila Copps. Une somme qu'il juge insuffisante.

« Ça fait 26 ans que nous sommes là. Nous avons le plus grand défilé de la fête du Canada de tout le pays. Eux de Célébrations Canada, ça fait seulement quelques années qu'ils organisent des activités dans le Vieux-Port et nous recevons le centième de ce qu'ils reçoivent », a dénoncé hier le Dr Singh. « Cinq millions pour une fête nationale, c'est trop, trop, trop et la disparité entre notre défilé et leur budget est inacceptable », a dit à *La Presse*, en marge du défilé d'hier matin, le coloré cardiologue.

Mais M. Singh, qui est loin d'avoir la langue dans sa poche lorsqu'il s'agit de parler de fédéralisme canadien, ne s'est pas gêné pour dire à ses invités de marque — le maire Gérald Tremblay, le député Paul Martin et le ministre québécois du Revenu, Lawrence Bergman — qu'il a besoin de plus de soutien pour faire grandir son défilé. Son rêve ? Faire un deuxième *Rose Bowl* à Montréal. Les politiciens sont restés plutôt froids face aux demandes de M. Singh.

Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, a rappelé que la Ville fournit déjà des services gratuits au défilé du 1<sup>er</sup> juillet. Le travail des policiers pendant le défilé, tout comme l'utilisation du parc dans lequel a lieu la cérémonie du partage du gâteau, font partie de la contribution de la Ville, notait le maire. « Montréal offre même une belle température chaque année pour la fête du Canada », a ajouté M. Tremblay, à la blague.



Photo JEAN-CHARLES HUBERT, La Presse ©

« La disparité entre notre défilé et le budget de Célébrations Canada est inacceptable », a dit à *La Presse* le Dr Roopnarine Singh.

Le nouveau ministre du Revenu du gouvernement Charest, Lawrence Bergman, croit que l'événement annuel se porte bien et n'a pas besoin de l'intervention de l'État. « Depuis des années, c'est un défilé fait par des bénévoles et c'est ça la beauté des choses », remarquait le député de D'Arcy-McGee.

Le président de Célébrations Canada, Serge Savard, qui tient les

cordons de la bourse des subventions, affirme que son organisation fait de son mieux pour satisfaire le Dr Singh. « Pour nous, c'est un des nombreux événements locaux que nous finançons. Nous donnons plus d'argent année après année », affirme M. Savard.

Si MM. Savard et Singh ne s'entendaient pas hier sur les partages de subventions, tous deux répondaient à l'unisson aux propos de

## SALSA

Suite de la page A1

On pouvait aussi voir quelques drapeaux canadiens ici et là, puisque le Grand Événement tombait cette année le même jour que la fête du Canada.

L'atmosphère a aussi été rehaussée par quelques bonnes idées sur le plan visuel. En plus de voir des danseuses dans les fenêtres d'un édifice situé derrière la scène (celui qui abritait la SAT, jusqu'à tout récemment), l'ombre géante d'une autre danseuse, installée sur le toit du Musée d'art contemporain, a aussi été projetée sur la tour nord-ouest du complexe Desjardins. Sur au moins deux scènes érigées sur le terrain, quelques dizaines de couples amateurs ont aussi pu montrer leur savoir-faire tout au long du concert. De vrais mordus de salsa ceux-là, puisqu'ils ont dû braver la

pluie tombée en fin de journée pour obtenir leur place sous les projecteurs... et les caméras.

Trois ou quatre heures plus tôt, pendant qu'une partie de la foule fuyait l'averse, plusieurs dizaines de personnes avaient répondu à l'invitation du Festival de jazz et s'étaient présentées devant le complexe Desjardins pour suivre un petit cours de salsa vite fait. Sur une scène, des professeurs et quelques-uns de leurs élèves faisaient une démonstration. « La salsa se danse sur huit temps et il faut faire une pause au quatrième et au huitième temps », expliquait l'une des professionnelles, esquissant quelques pas et les roulements de hanches de circonstance.

Sur le bitume, ça ne bougeait pas fort... jusqu'à ce que les haut-par-

leurs se mettent à diffuser des rythmes enjoués. Là, d'un coup, une partie de la foule a commencé à remuer et les parapluiés se sont mis à danser. Non, les amateurs de salsa ne sont pas faits en chocolat ! Ça roulait des hanches avec (ou sans) grâce et ça rigolait ferme. Sur scène, l'affaire était plus sérieuse puisque les meilleurs allaient peut-être gagner leur place sur l'une des scènes pour le spectacle.

Les élus avaient du talent. Ça ne semblait pas donner de complexes aux centaines de gens qui, pendant le spectacle, profitaient du moindre centimètre carré laissé vacant pour esquiver un pas ou deux et même faire tourner leur partenaire. La morale de cette histoire : pas besoin d'une température caniculaire pour faire une grande fiesta caliente !



Photo IVANO H. DEMERS, La Presse ©

De vrais mordus de salsa.

## PARRAIN

Suite de la page A1

En janvier, le leader italien a été l'un des huit signataires d'une lettre d'appui au président américain, George Bush, créant une fracture avec les pays qui s'opposaient à la guerre en Irak.

En mai, lors d'une visite à Jérusalem, il a boycotté Yasser Arafat pour plaider à Ariel Sharon, et corrigé ce qu'il considère comme le « biais » pro-palestinien de la diplomatie européenne. Il a aussi pris position en faveur de l'adhésion de la Russie et d'Israël à l'UE, ce qui est loin d'être à l'ordre du jour.

Il faut pourtant donner sa chance au coureur. Aujourd'hui, M. Berlusconi présentera ses priorités devant le Parlement européen de Strasbourg : lutte contre l'immigration clandestine, relance de l'économie par de grands travaux d'infrastructures et, surtout,

convocation en octobre d'une conférence intergouvernementale sur le projet de Constitution européenne.

Déterminé à signer, l'an prochain, un nouveau traité de Rome entérinant la Constitution de l'Europe des 25, l'ambitieux politicien sera prêt à faire des compromis, jugent la plupart des analystes. « Pour cet homme parti de rien, devenu milliardaire grâce à des méthodes parfois suspectes, ce sera enfin la véritable consécration internationale », note le *Figaro*.

La presse italienne est du même avis, et se désole de la couverture européenne consacrée à l'accession de M. Berlusconi à la présidence de l'UE. *La Repubblica* voit dans certaines manchettes — comme celle du « Parrain » — de forts préjugés anti-italiens et s'interroge : « Qui ternit vraiment la réputation de l'Ita-

lie », M. Berlusconi ou la presse étrangère ? « Après les divisions des derniers mois, il n'est dans l'intérêt de personne de tourner la présidence de l'UE en ruée contre le premier ministre italien », estime pour sa part le *Corriere della Serra*.

Hors de la péninsule, de rares médias se sont portés à la défense du *Cavaliere*. « Silvio Berlusconi serait-il trop riche ? Ou aurait-il le sourire trop brillant ? Son franc-parler de camelot serait-il si troublant pour les eurocrates compassés ? » demande le *Figaro*. Le *Times* de Londres conclut sur une note plus ou moins optimiste, selon les points de vue : au cours des six prochains mois, un leader coloré ne peut pas faire de tort à une Union européenne qui génère l'ennui et le cynisme d'un bout à l'autre du continent parce que « trop pleine de politicards gris ».



Photo AP ©

Le président italien Silvio Berlusconi dirigera l'Union européenne au cours des six prochains mois.

# ACTUALITÉS

## Pierre Falardeau traite les artistes d'insignifiants

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN  
*Le Soleil*

PIERRE Falardeau ne mâche pas ses mots pour condamner les artistes québécois qui se sont produits lors des spectacles entourant la fête du Canada. « Je voudrais m'excuser de les avoir traités de *trous du cul*. J'aurais dû préciser que c'était soit des insignifiants ou des complices. »

Présent lors de la manifestation organisée hier midi par le Mouvement de libération nationale du Québec, le cinéaste s'en est pris à la décision de plusieurs musiciens de participer aux festivités. « C'est dommage parce qu'il y a des gens que je respectais. Les Palestiniens qui vont chanter pour Sharon sont des trous de cul. Un pays occupé est un pays occupé, que ça fasse 10 ou 250 ans. »

Moins d'une centaine de militants se sont déplacés jusqu'à la terrasse Dufferin pour perturber la cérémonie protocolaire de la levée du drapeau. Un cordon de policiers a empêché les manifestants d'approcher de l'endroit où le ministre canadien des Affaires intergouvernementales, Stéphane Dion, a prononcé un discours. Les slogans qu'ils scandaient ont tout de même empêché bien des gens d'entendre l'allocution.

Comme chaque année, les insultes ont fusé de toutes parts entre les indépendantistes et les partisans du Canada. Malgré quelques engueulades, aucun incident n'est toutefois survenu.

Ironie du sort, la fanfare du Royal 22<sup>e</sup> régiment s'est frayé un chemin entre les deux camps, formant ainsi une haie d'unifoliés face aux drapeaux du Québec et des Patriotes. Le tête-à-tête entre les deux groupes a duré une vingtaine de minutes, après quoi la manifestation a repris paisiblement le chemin de l'hôtel de ville.

Les militants avaient reçu l'ordre de ne pas faire de grabuge et de rester disciplinés. « On est ici pour passer un message politique, pas pour faire la bagarre », a déclaré le président du MLNQ, Raymond Villeneuve.

Profitant de l'intérêt suscité par leur présence auprès des touristes, les manifestants ont expliqué leurs revendications. Un professeur de français de Boston s'est montré sensible à leurs arguments. « En tant qu'Américain, je dois être pour l'indépendance des nations. »



Des policiers de la Gendarmerie royale portaient les drapeaux du Canada et du Québec, hier, lors du défilé qui a eu lieu à Montréal.

Photo PC ©

## L'unifolié, au gré du temps

Les Montréalais suivent-ils le soleil ou le drapeau rouge et blanc?

LAURA-JULIE PERREULT

ILS ÉTAIENT plus de 350 000 sur le site montréalais de la fête du Canada hier après-midi, sous un soleil de plomb, et plus de 100 000 autres, sous les rayons de midi, pour voir passer le traditionnel défilé. Mais un orage en début de soirée a réussi à faire fondre l'ardeur des Montréalais pour les célébrations du 1<sup>er</sup> juillet.

Lorsque le grand spectacle mettant en vedette un quatuor de voix féminines composé de Natacha St-Pier, Luce Dufault, Ima et Marie-Pier Perreault a laissé entendre ses premières notes, hier, vers 20 h, ils n'étaient plus que quelques milliers, agglutinés devant la scène principale des festivités, à agiter de petits drapeaux de papier rouges et blancs.

Contrairement au spectacle de la fête nationale des Québécois qui baignait dans une mer fleurdelisée, ce n'est que discrètement que l'unifolié s'est pointé le nez hier soir. La grande scène du Vieux-Port n'arborait d'ailleurs aucune feuille d'érable.

Les quatre chanteuses se sont permises quelques petits commentaires discrets sur la fête nationale canadienne. Luce Dufault, québécoise d'adoption, a rappelé que ses racines sont franco-ontariennes. Natacha St-Pier, récemment rentrée de France, a lancé un confiant « Bonne fête Canada » auquel la foule a répondu chaleureusement.



Photo MARTIN CHARBERLAND, La Presse ©

Petit moment d'espièglerie pour les chanteuses Natacha St-Pier et Marie-Pier Perreault à la fin de leur spectacle, hier, dans le Vieux-Port de Montréal.

Pour plaire à un public bilingue, les deux dames de la chanson n'ont pas hésité à agrémenter leur propre répertoire de grands succès anglophones. Simon et Garfunkel et James Taylor ont fait plutôt bon ménage avec les *Soirs de scotch* de M<sup>me</sup> Dufault.

Vers 21 h 30, les dames ont cédé la scène à la vedette montante de la

soul, le manitobain Remy Shand, en lançant un dernier *Quand les hommes vivront d'amour* à quatre voix, qui a recueilli les applaudissements frénétiques de l'assistance.

Le spectacle, suivi d'un feu d'artifice, est venu clore cinq jours de spectacles, activités familiales et cérémonies regroupés sous le titre de Céléfête. Selon les organisateurs,

plus de 750 000 personnes ont participé au marathon d'événements soulignant le 136<sup>e</sup> anniversaire du Canada à Montréal.

### Défilé rouge, rouge, rouge

Si Céléfête se voulait apolitique, le défilé montréalais de la fête du Canada, lui, a porté bien haut la bannière de l'unité canadienne et du multiculturalisme hier matin. Les politiciens présents y ont plaidé la cause d'un Canada uni, avant de couper un immense gâteau couronné d'un unifolié.

Paul Martin, député de Lasalle et prétendant à la tête du parti libéral, était le plus attendu des élus présents. Ses supporters étaient nombreux à le suivre pendant le défilé et à l'acclamer après sa brève intervention sur scène.

Daniel Stewart, le maire de Plattsburgh, a assisté au défilé pour la deuxième fois en deux ans. Il se disait confiant hier que les relations canado-américaines « très tendues pour le moment », soient rétablies avant le 1<sup>er</sup> juillet prochain « si M. Martin accède au pouvoir ».

Le 26<sup>e</sup> défilé — le plus long de l'histoire au dire de son coloré organisateur, le D<sup>r</sup> Roopnarine Singh — a une fois de plus laissé la diversité de Montréal s'exprimer par la participation de maintes communautés culturelles.

Le premier ministre du Québec, Jean Charest, a souligné le 1<sup>er</sup> juillet en assistant à une cérémonie de citoyenneté dans sa circonscription de Sherbrooke.



Photo Presse Canadienne



Photo Jean-Charles Hubert, La Presse

Le premier ministre Jean Chrétien a serré de nombreuses mains, hier, à la célébration de la fête du Canada sur la colline parlementaire, à Ottawa. Pendant ce temps, à Montréal, Paul Martin, qui veut lui succéder à la tête du Parti libéral du Canada, participait au défilé organisé au centre-ville pour célébrer le 136<sup>e</sup> de la confédération.

# En veillant su'l'trottoir...

Après avoir tout essayé pour trouver un appartement, une jeune mère et sa famille devront se réfugier dans un chalet

TRISTAN PÉLOQUIN

« J'espère que leur camion est assez gros. Faudrait tout de même pas être obligés de jeter nos affaires aux vidanges... »

L'air anxieux, le regard fixé sur la montagne de meubles, de boîtes et de jouets qu'elle et ses frères ont dû empiler à toute vitesse sur le trottoir, Mélanie sort son téléphone cellulaire et appelle pour la troisième fois de la journée la ligne 868-GÎTE, pour avoir une idée de l'heure à laquelle le camion envoyé par la Ville viendra chercher son ménage.

Pour cette mère de deux enfants de 4 ans et de deux mois, littéralement mise à la porte quelques minutes plus tôt par l'arrivée des nouveaux occupants, les prochains jours seront particulièrement stressants. Depuis l'annonce de la cessation de son bail, il y a 10 mois, malgré des dizaines d'appels auprès de propriétaires et bon nombre de visites — dont plusieurs dans des logements minuscules et crasseux — elle et son conjoint Sylvain, qui vivent tous deux de l'aide sociale, entrent pour la première fois de leur vie dans la catégorie des sans-logis.

« On a tout essayé. Les employés du bureau de ma députée (Louise Harel) ont même fait des démarches pour me trouver une place dans un HLM ou dans un logement social, mais ça n'a jamais marché », explique-t-elle.

## Refusée malgré l'aide du gouvernement

Même avec une lettre de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) en main, certifiant qu'une aide lui est accordée dans le cadre du programme de supplément au loyer, Mélanie n'a pu trouver de propriétaire qui accepte de lui signer un bail. « Il y a quelques jours, j'ai trouvé un grand quatre et demi à 780 \$ par mois. Ça aurait été parfait : il m'aurait coûté seulement 300 \$ par mois grâce au supplément au loyer. Mais comme le propriétaire voulait que je lui donne, malgré la lettre, une avance de 780 \$ comptant sur le loyer, j'ai dû refuser », raconte-t-elle.

En attendant que Mélanie trouve finalement un logement, les meubles seront entreposés au frais de la Ville dans un petit entrepôt de l'avenue de La Salle, et la petite famille ira vivre à Trois-Rivières, avec son chien Stone, dans le chalet des parents de Sylvain. « Avec ma petite fille de deux mois, il n'était pas question d'aller dans un centre d'hébergement d'urgence. J'avais trop peur qu'elle attrape une maladie contagieuse ou un virus », dit Mélanie, tout en regardant d'un bout à l'autre de la rue, à la recherche du camion de déménagement.

Quand arrive enfin le camion de Déménagements Montréal express, l'entreprise mandatée par la Ville pour transporter les biens jusqu'à l'entrepôt, Mélanie pousse un soupir de soulagement.

## Un cas léger

Prenant la jeune mère à l'écart quelques instants, le vice-président marketing de l'entreprise, Robert Racine, chargé de la coordination pour la journée, la félicite d'avoir si bien préparé ses affaires pour le déménagement. Ses compliments ont l'effet d'un baume sur la jeune mère, qui monte, le sourire aux lèvres, dans la voiture qui la mènera à son logis temporaire de Trois-Rivières.

« Dans ce cas-ci, c'est impeccable ! Mais on en voit aussi des vertes et des pas mûres, dit M. Racine quelques instants plus tard à *La Presse*. L'année passée, j'ai dû acheter des gants chirurgicaux à mes employés, tellement il y avait de la crasse dans certains des appartements où nous avons été appelés. » Selon lui, depuis les deux dernières années, un nombre grandissant des déménagements commandés par la Ville dans le cadre de l'Opération 1<sup>er</sup> juillet sont des cas lourds. « Quand c'est rendu qu'il faut se servir d'une pelle pour vider un logement, c'est du sérieux », résume-t-il.



Photo IVANOÛ DEMERS, La Presse ©

Hier matin devant son ex-chez-soi, un peu inquiète, Mélanie attendait le camion de déménagement envoyé par la Ville...

## Serge Savard défend les villes fusionnées

LAURA-JULIE PERREAULT

QUAND un mariage a été célébré, il est de bien mauvais ton de vouloir briser la famille. Pour Serge Savard, ancien joueur étoile du Canadien de Montréal, cela va autant pour l'unité du Canada que pour l'avenir des villes fusionnées.

Serge Savard ne laisse planer aucun doute sur ses convictions fédéralistes. L'engagement de l'homme dans la relance des festivités du 1<sup>er</sup> juillet au Québec n'est d'ailleurs un secret pour personne. L'ancien défenseur du Tricolore préside depuis six ans le comité d'organisation des célébrations de la fête du Canada au Québec.

Il s'enorgueillit d'avoir réussi à faire de cette fête politique, boudée par les Québécois francophones, une grande fête familiale à laquelle participent chaque année près de trois millions de personnes. « Le peuple s'est prononcé deux fois sur la place du Québec dans le Canada, on a bien le droit de fêter le Canada ici aussi », s'exclame-t-il, en avouant qu'il ne participe jamais aux activités entourant la fête nationale des Québécois.

Mais la position de l'homme d'affaires et philanthrope sur les fusions municipales était restée plus nébuleuse. Pendant la dernière campagne électorale municipale, le citoyen de Saint-Bruno avait donné son soutien aux candidats qui prônaient une éventuelle défusion, dont Jacques Olivier, l'actuel maire de Longueuil. « J'étais contre les fusions forcées à l'époque, mais maintenant qu'elles sont faites, je suis contre les défusions », affirme-t-il en faisant rouler autour de son doigt une énorme bague à l'effigie de la Coupe Stanley.

Fier représentant de Montréal dans le monde du hockey, il croit que la métropole québécoise a le plus à perdre des défusions. « Tout le monde vient à Montréal, se sert des infrastructures en place. Il faut trouver une formule pour garder Montréal unie », précise-t-il.

## On annonce une zone zéro-pression.



Qu'il pleuve ou qu'il neige, dorénavant l'achat d'une voiture n'a rien de stressant. Car avec Accès Toyota, vous pouvez regarder tant que vous voulez. Si vous avez besoin d'aide, vous n'avez qu'à faire signe à nos conseillers en produit. Ce sont des experts, après tout. Et si vous n'avez pas besoin d'aide, pas de problème ! On ne fera pas davantage de pression. Pour en savoir plus, visitez [acces.toyota.ca](http://acces.toyota.ca).

PAS DE PRESSION

ACCÈS TOYOTA  
Une expérience d'achat tellement plus sympa.



RIMA ELKOURI

relkouri@lapresse.ca

# Festival pathétique

Une crise ? Voyons donc ! Quelle crise ? Ce n'est pas une crise, ce n'est qu'une... « situation d'urgence ».

C'était il y a à peine deux ans. Mal préparée à affronter une pénurie pourtant prévisible, la Ville niait qu'il y avait une crise du logement à Montréal. Le responsable de l'habitation de l'époque, Ivon Le Duc, refusait avec une obstination quelque peu ridicule de prononcer le mot. Comme si le fait d'ignorer la situation pouvait améliorer le sort des quelque 200 personnes qui s'étaient retrouvées sans logis.

Deux ans plus tard, la crise ne s'est pas résorbée. On la guette chaque année, on l'annonce tel un festival un peu pathétique, on s'y prépare avec anxiété. On nous parle du très inquiétant taux d'inoccupation l'été comme du facteur éolien l'hiver. La crise fait désormais partie des grands classiques du 1<sup>er</sup> juillet dont on se passerait bien, au même titre que les très ennuyeuses guerres de drapeaux de la fête du Canada.

La crise ne s'est pas résorbée, mais au moins la Ville reconnaît qu'il y a crise et fait assez bien ses devoirs en matière de mesures d'urgence. Même François Saillant, du Front d'action populaire en réaménagement urbain, qui n'est pas vraiment du genre à lancer des fleurs aux autorités, a dû admettre que l'administration municipale a fait du bon boulot. Après l'improvisation des deux

dernières années, elle semble avoir appris de ses erreurs. Hier, les trois centres d'hébergement de l'Opération 1<sup>er</sup> juillet étaient prêts à affronter les pires scénarios.

Même si elles ne sont pas encore parfaites et accessibles à tous, les mesures d'urgence de l'année dernière ont l'avantage d'avoir été revues et améliorées. Des efforts appréciables ont été faits pour aider les gens à trouver rapidement un logement. On accompagne les ménages qui ont besoin d'aide, on leur offre un soutien psychologique si nécessaire. On a pensé aux petits détails qui pourraient leur faciliter la vie. Par exemple, alors que l'an dernier il n'y avait qu'un seul téléphone pour tout le monde dans les centres d'hébergement, on a eu l'intelligence cette année d'en installer plusieurs et de mettre des boîtes vocales à la disposition des personnes hébergées.

Autre bonne idée : cette année, plus question de laisser les caméras de télévision s'introduire à toute heure du jour et de la nuit dans la vie des malheureux citoyens qui n'ont d'autre choix que de se rendre dans un centre d'hébergement. Les scènes pathétiques de sans-logis filmés comme des animaux en cage, on nous les épargnera. En

ces temps plutôt pénibles pour bien des familles démunies, un minimum de dignité n'est pas de refus.

Mais bon, les centres d'hébergement, c'est un peu comme les soupes populaires. Ça rassie un moment, mais ça ne règle pas le fond du problème. Il ne suffit pas d'années en années d'être les meilleurs dans la gestion de crise. Il faut sortir de la crise.

Au-delà des mesures ponctuelles, le maire Gérald Tremblay a promis qu'il avait « une vision à moyen et à long termes » pour chasser la crise. Il faut « régler le déséquilibre structurel entre l'offre et la demande », a-t-il dit hier matin. En d'autres mots, il faut davantage de logements sociaux. Le maire promet qu'avant la fin de 2005, avec un coup de pouce de Québec, on en aura construit plus de 10 000. Le hic, c'est que depuis juillet 2002, on en a compté moins de 300. « On est un peu dans la pensée magique », notait François Saillant, qui, après avoir expédié ses félicitations, a rapidement retrouvé son air fâché habituel.

Comme si l'on savait d'ores et déjà que les logements ne suffiront pas à la demande, la Ville songe entre autres à mettre en place un

centre d'hébergement permanent. Bref, un centre de crise... permanent. Une absurdité malheureusement nécessaire pour les citoyens les plus démunis qui se retrouvent sans toit pendant plusieurs mois.

Quoi qu'il en soit, rassurez-vous, le maire a promis d'accompagner les plus vulnérables de la société dans une « démarche proactive ». Il veut proposer des « solutions inédites ». Il songe par exemple à désacraliser le 1<sup>er</sup> juillet, qui demeure toujours, comme on le sait, le saint jour du déménagement. Pourquoi tout le monde changerait-il de logement en même temps ? Pourquoi les couples sans enfants, qui n'ont pas à se préoccuper du calendrier scolaire, ne déménageraient pas le 1<sup>er</sup> mai, par exemple ?

Voilà peut-être une solution « inédite », comme le souligne le maire. Mais cela ressemble aussi à une solution inefficace. Ce serait peut-être plus simple à gérer pour la Ville, mais le coeur du problème resterait le même. Loin de chasser la crise, un changement de date ne ferait que la déplacer ou l'étaler davantage sur plusieurs mois, non ? Au lieu d'être aux prises avec une crise du 1<sup>er</sup> juillet, on aurait donc une minicrise le 1<sup>er</sup> mai, puis une autre le 1<sup>er</sup> juin et une autre encore en juillet...

## Dangereux déménagements

Parce que 1<sup>er</sup> juillet rime aussi avec matelas qui jonchent les autoroutes et boîtes qui se déversent un peu partout sur les pavés, la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) a les déménagements du dimanche bien à l'oeil. Depuis le 25 juin, ses quelque 50 contrôleurs routiers ont distribué dans la grande région montréalaise plus de 150 contraventions, de 200 \$ à 500 \$, principalement pour l'arrimage déficient du matériel, pour conduite d'un véhicule jugé dangereux et pour défaut des compétences nécessaires. Pour Hugo Charon-Gauthier et trois de ses amis, qui se sont fait surprendre debout dans la boîte du *pick-up* qui transportait leurs meubles mal arrimés, la contravention risque d'être salée.



Photo YVANO DEMERS, La Presse

# La ligne 868-GÎTE passe le cap des 4000 appels

TRISTAN PÉLOQUIN

Si l'« Opération 1<sup>er</sup> juillet » a jusqu'à présent permis d'éviter que se répètent les histoires d'horreur des années précédentes, ce n'est pas parce que la pénurie de logement s'est estompée, bien au contraire.

Au cours de la journée d'hier seulement, la ligne 868-GÎTE a répondu à 292 nouveaux appels de ménages ayant de la difficulté à se trouver un logement, portant le nombre total d'appels à plus de 4000 depuis le 16 juin.

Au moment d'écrire ces lignes, 70 personnes — dont 17 enfants — étaient hébergées dans l'un des trois centres d'urgence mis en place par la Ville de Montréal et la Croix-Rouge, mais à 16 h 30, 115 personnes supplémentaires avaient réservé une place pour y passer la nuit.

Près de 1300 ménages ont par ailleurs fait une demande d'aide financière pour le paiement de leur loyer, dont 642 ont été jugées admissibles. Un peu plus de 200 ménages sont parvenus à trouver un logement grâce à ce coup de pouce.

« Nous estimons que nous sommes confrontés à une crise d'une ampleur comparable à celle de l'année dernière. Nous ne souhaitons pas qu'un nombre important de personnes ait besoin de nos services d'urgence, mais s'il le faut, la capacité d'accueil est là », a déclaré

vers 16h 30, hier, le maire Gérald Tremblay, lors d'une conférence de presse faisant le point sur la situation.

L'année dernière, au plus fort de la crise, le centre d'hébergement d'urgence de la polyvalente Saint-Henri avait accueilli environ 300 personnes.

### Les suppléments posent certains problèmes

Tout en saluant le fonctionnement général des mesures d'urgence, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) a néanmoins critiqué les critères d'admissibilité au programme de supplément au loyer, qui ne permettent pas aux personnes qui sont hébergées depuis plus d'un an chez des amis ou des parents de bénéficier de cette subvention.

Ce pépin s'est jusqu'à présent avéré problématique pour plusieurs familles, dont une de cinq enfants, croisée hier par *La Presse* à la sortie d'un des centres d'hébergement d'urgence.

Questionné lors de la conférence de presse, le responsable de l'habitation au comité exécutif de la Ville de Montréal, Michel Prescott, a répondu que la pertinence de maintenir ce critère « mérite d'être étudiée. Je veux d'abord voir le portrait de cette situation. Pour l'instant, nous ne savons pas combien de personnes sont touchées par ce problème. »



Photo JEAN-CHARLES HUBERT, La Presse

Joey Paquette sort une boîte sous le regard de sa copine Maude Surprenant (dans la porte), au 4656, rue Saint-André.

## Solides actuels

TWIK, C'EST LA CHAMPIONNE DES TROUVAILLES MODE À PRIX PLUS QU'EXCEPTIONNELS



VALEUR IMBATTABLE

LA MINI COTON STRETCH

UNE ESSENTIELLE SOUS LE SOLEIL

19.<sup>99</sup>

RÉG. 25.00

twik

ÉPARGNEZ JUSQU'À 64%

PULLS ACRYLIQUE-NYLON

DU CARDIGAN AU STYLE PAYSAN

19.<sup>99</sup>

RÉG. JUSQU'À 55.00



ÉPARGNEZ 50%

LE TEE-SHIRT FILET ET RUBAN

NOIR UNIQUEMENT

19.<sup>99</sup>

RÉG. 40.00

ÉPARGNEZ JUSQU'À 66%

TEE-SHIRTS PLEIN ÉTÉ

MANCHES COURTES ET CAMISOLES

9.<sup>99</sup>

RÉG. JUSQU'À 30.00



ÉPARGNEZ 37%

LA CAMI RAYONS DE SOLEIL

EN TRICOT DE COTON

15.<sup>99</sup>

RÉG. 25.00

ÉPARGNEZ JUSQU'À 50%

ROBES SANS MANCHES

COTON OU POLYESTER

19.<sup>99</sup>

RÉG. JUSQU'À 40.00

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, LAVAL CARREFOUR LAVAL, SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE



# CET ÉTÉ, ÉVADEZ-VOUS EN SATURN



## LA TOUTE NOUVELLE BERLINE ION

**168** \$<sup>‡</sup>

/MOIS/LOCATION 48 MOIS  
1850\$ COMPTANT

ou

**1,9** %<sup>†</sup>

FINANCEMENT À L'ACHAT  
JUSQU'À 60 MOIS  
PLUS 1500 \$ DE RABAIS<sup>††</sup>

- Moteur Ecotec 2,2 L de 140 HP • Transmission manuelle Getrag 5 vitesses • Essuie-glaces sensibles à la vitesse
- Radio AM/FM stéréo • Sièges arrière à dossiers rabattables 60/40
- ‡ Pour 18\$ de plus par mois, obtenez la transmission automatique.

**Saturn vous met au défi de faire un essai routier  
de l'ION avant de voir la Civic, la Corolla,  
la Protegé ou l'Elantra.\***

**En retour, nous vous offrirons deux billets  
de cinéma gratuits.**

Découvrez le VUE et l'intermédiaire L200 et d'autres offres sensationnelles à [saturncanada.com](http://saturncanada.com)



SATURN.

Un monde de différence

Renseignez-vous sur le programme pour les diplômés. Visitez votre détaillant pour plus de détails.

**Chaque Saturn comprend une garantie limitée de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe propulseur.** Achetez en ligne à [saturncanada.com](http://saturncanada.com) ou appelez au 1 888 4SATURN. \*††Ces offres réservées aux particuliers sont d'une durée limitée et ne peuvent être jumelées. Elles s'appliquent aux nouveaux modèles 2003 de la berline ION. \*‡Le transport (900\$), l'immatriculation, l'assurance, les droits, les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers/PPSA et les taxes ne sont pas incluses à moins d'avis contraire. ††Le rabais de 1500 \$ s'applique au prix d'achat fixé par le détaillant. Ce montant inclut les taxes. Cette offre s'applique seulement sur les berlines ION 2003 livrées le ou avant le 31 août 2003. ‡Nos offres de location comprennent les frais de transport (900\$), la préparation à la route et la taxe d'accise (100\$), lorsque cela s'applique. L'incitatif sur la location (1000\$ comptant) est disponible sur le modèle ION 1SA 2003 et est déjà appliqué sur la mensualité annoncée. Pendant la durée du bail, le kilométrage qui vous est alloué est de 80 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 12 cents. Autres offres de location disponibles. ††Les offres de location et de financement sont sujettes à l'approbation de crédit de GMAC. Un comptant et/ou un échange équivalent peuvent être requis. Les offres s'appliquent sur les véhicules livrés le ou avant le 31 août 2003. Ces offres peuvent changer sans préavis. \*††Les détaillants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres. Une commande ou un échange de véhicules entre détaillants peut être requis. \* Les quantités sont limitées. Prime pour essai routier de deux (2) billets de cinéma offerte jusqu'à épuisement des stocks. Veuillez prévoir de 4 à 6 semaines pour la livraison. L'essai routier et le certificat d'essai routier devront avoir été complétés et agréés par le concessionnaire avant le 31 juillet 2003. Le certificat d'essai routier devra être envoyé au plus tard le 7 août 2003, le cachet de la poste en faisant foi, et reçu avant 17 h (HNE) le 19 août 2003, sans quoi il ne donnera pas droit à l'attribution de deux billets de cinéma. Un certificat d'essai routier par personne. Voyez votre détaillant Saturn pour plus de détails.

**Saturn Saab Isuzu de Brossard**  
5950, boul. Marie-Victorin  
Brossard  
1 866 662-3333  
[www.gravelauto.com](http://www.gravelauto.com)

**Saturn Isuzu de Terrebonne**  
1295, Carré Masson  
Lachenaie  
(450) 964-1374  
[www.saturndeterrebonne.saturncanada.com](http://www.saturndeterrebonne.saturncanada.com)

**Saturn Saab Isuzu Anjou**  
11000, rue Renaude-Lapointe  
Anjou  
(514) 355-9933  
[www.anjousaturn.com](http://www.anjousaturn.com)

**Saturn Saab Isuzu de Laval**  
2800, boul. Chomedey  
Laval  
(450) 681-0028  
[www.bourassaauto.com](http://www.bourassaauto.com)

**Mondial Saturn Saab Isuzu**  
9415, Papineau  
Montréal  
(514) 385-7222  
[www.mondialsaturn.com](http://www.mondialsaturn.com)

**Gravel Saturn Saab Isuzu**  
1, Place Ville-Marie, # 11 180  
Montréal  
1 800 724-7457  
[www.gravelauto.com](http://www.gravelauto.com)

**Saturn Saab Isuzu de Blainville**  
249, boul. Seigneurie Ouest  
Blainville  
(450) 437-6317  
[www.saturndeblainville.saturncanada.com](http://www.saturndeblainville.saturncanada.com)

**Décarie Saturn Saab Isuzu**  
6100, boul. Décarie  
Montréal  
1 866 750-2222  
[www.gravelauto.com](http://www.gravelauto.com)

**West Island Saturn Saab Isuzu**  
9775, route Transcanadienne  
Ville Saint-Laurent  
(514) 332-4424  
[www.westislandsaturn.com](http://www.westislandsaturn.com)

# Le Canada met son premier télescope spatial en orbite, à partir de la Russie

Presse Canadienne

L'Agence spatiale canadienne a confirmé le lancement réussi, lundi, du télescope spatial MOST à partir du cosmodrome de Plesetsk, dans le nord de la Russie. C'est le tout premier télescope spatial canadien.

Décrit comme le plus petit télescope spatial au monde, le MOST (pour « microvariabilité et oscillations stellaires »), qui a à peu près la taille d'une valise, a coûté 10 millions de dollars. Le président de l'Agence spatiale canadienne, l'ancien astronaute Marc Garneau, a indiqué que ce télescope spatial permettra de mieux comprendre l'univers.

Le télescope fera des observations spécialisées dont certaines dépasseront la capacité de tout autre instrument du genre. Le MOST sondera l'intérieur de diverses étoiles, contribuera à vérifier l'âge de l'univers et, pour la

première fois, détectera la lumière réfléchie par de mystérieuses planètes au-delà de notre système solaire.

« Hubble est le plus fameux des télescopes astronomiques spatiaux et nous aimons appeler MOST le plus humble des télescopes spatiaux, parce qu'il est beaucoup plus petit, a commenté Steve Torchinsky, astronome de l'Agence spatiale. Mais les objectifs scientifiques de MOST ne sont pas particulièrement humbles — en fait, c'est plutôt le contraire. Examiner l'intérieur de certaines étoiles, c'est quelque chose qu'aucun autre instrument ne peut faire, y compris Hubble. »

Le nouveau satellite a été lancé en orbite à l'aide d'un missile balistique nucléaire intercontinental converti. Le satellite a été construit par l'Institut d'études aérospatiales de l'Université de Toronto. Le télescope lui-même a été conçu et construit par l'Université de Colombie-Britannique.

M. Garneau a fait l'éloge de l'initiative, lancée la veille de la fête du Canada. Il a estimé qu'une fois encore, le Canada se place à l'avant-garde de la technologie spatiale.

# Chrétien tente de persuader le Japon que le boeuf canadien est sûr

MARIA BABBAGE  
Presse Canadienne

OTTAWA — Le premier ministre Jean Chrétien est passé à l'action dans le dossier de la vache folle, hier : il a parlé au téléphone avec son homologue japonais, Junichiro Koizumi, dans l'espoir de le persuader que le boeuf canadien est sûr.

« Ce fut une discussion très amicale », a indiqué Stephen Hogue, porte-parole de M. Chrétien, au sujet de l'entretien entre les deux premiers ministres. « Il s'agit d'un pas dans la bonne direction. »

M. Chrétien a exposé à M. Koizumi toutes les mesures qui ont été prises par son gouvernement depuis qu'a éclaté la crise de la vache folle, ajoutant qu'il était important de prendre des décisions en fonction des données scientifiques disponibles et des normes en vigueur à l'échelle internationale. « Je crois que le premier ministre du Japon a réalisé que c'était ce qui devait être fait », a affirmé M. Hogue.

Selon le porte-parole de M. Chrétien, M. Koizumi aurait confirmé que le ministre japonais de l'Agriculture se rendra au Canada le 12 juillet et qu'il avait « accepté de travailler avec nous afin de trouver une solution ».

De hauts responsables canadiens tentent actuellement de convaincre les autorités japonaises de permettre de nouveau l'entrée dans leur pays de boeuf en provenance d'Amérique du Nord. L'offensive menée auprès des Japonais revêt une importance toute particulière parce qu'elle pourrait permettre d'obtenir des États-Unis qu'ils autorisent la vente de boeuf canadien sur leur territoire. La frontière américaine a été fermée à tout produit bovin canadien depuis la découverte en Alberta, le 20 mai, d'un cas de vache folle.

Depuis, les marchés à l'exportation, non seulement aux États-Unis mais aussi au Japon, au Mexique et dans plusieurs autres pays, sont fermés aux quelque 90 000 producteurs canadiens de boeuf, dont les pertes quotidiennes sont évaluées à 11 millions de dollars.

En plus d'interdire la vente de boeuf canadien sur son territoire, le Japon a aussi fermé son marché à celui en provenance des États-Unis, souhaitant obtenir l'assurance que les exportations américaines de boeuf ne contiennent pas de viande issue de troupeaux canadiens.

M. Chrétien a joint son homologue japonais avant de se rendre aux célébrations de la fête du Canada, sur la colline parlementaire, hier.

# FABRICVILLE

VOTRE MÉGA MAGASIN MODE ET DÉCOR MAISON  
www.fabricville.com

ACHETEZ **1m**  
(au prix cour.)

OBTENEZ **2**

**2** m (de valeur égale ou moindre)

**GRATUITS**

**HÂTEZ-VOUS**

POUR LA MEILLEURE SÉLECTION DE TISSUS À DRAPERIE ET MODE

**40%** DE RABAIS

**TOUS** les ENSEMBLES TRINGLES EN MÉTAL DÉCORATIVES ET ACCESSOIRES

Le symbole "Moins cher pour membres" indique les prix membres **ClubElite**. Escomptes non-membres aussi disponibles. Spéciaux de draperies non-valides pour les commandes à domicile.

**GRATUIT** Service de Décoration à Domicile (514) 388-6600

Le plus grand distributeur de tissus et draperies avec 170 magasins à travers le Canada  
Ouvert les dimanches de MIDI à 17h  
Pour des raisons d'espace, tous les articles ne sont pas disponibles dans tous les magasins. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.

**50\$** DE RABAIS

**DRAPERIES et LITERIE**  
Faites sur mesure

Valide sur le tissu et la confection pour toute commande de 500\$ et plus, de draperies ou literie faites sur mesure. Valide pour les commandes Service à Domicile seulement. Ce rabais n'est pas applicable aux frais d'installation ni aux achats de stores. Un bon d'achat par commande. Ne peut être jumelé à aucun autre bon d'achat, ni offre spéciale.

**FABRICVILLE**  
Visitez nous à [www.fabricville.com](http://www.fabricville.com)  
Le plus grand distributeur de tissus et draperies avec 170 magasins à travers le Canada  
Ouvert les dimanches de MIDI à 17h  
Pour des raisons d'espace, tous les articles ne sont pas disponibles dans tous les magasins. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.

- PLACE VERSAILLES - 7275, rue Sherbrooke est (514) 493-6666
- CENTRE VILLE - 354, rue St-Catherine ouest (514) 886-4821
- N.D.G. - 6444, av. Somerset (514) 483-2685
- D.D.O. - 2050, boul. St-Regis (514) 483-4550
- MONTRÉAL - 1178, rue Beaumont (514) 737-4755
- LASALLE - 8469, boul. Newman (514) 365-8045
- GALERIES LAVAL - 1545, boul. Le Corbusier (450) 978-8313
- CENTRE GREENFIELD PARK - 3566, boul. Taschereau (450) 672-8884
- CENTRE RÉGIONAL CHÂTEAUGUAY - 200, boul. d'Anjou (450) 699-8112
- GALERIES ST-LAURENT - 1993, boul. Marcell-Laurin (514) 334-9910

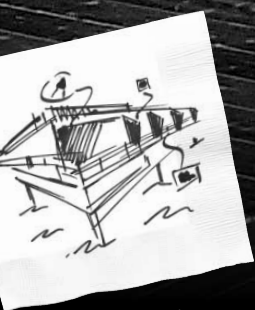
**decorville** Service à Domicile **GRATUIT**  
(514) 388-6600

## Prédire l'avenir ? Facile quand on en est le concepteur.



Hôtel Palafitte  
Neuchâtel-Monruz,  
Suisse

© A. Jequier - Suisse



Lors de la construction de l'hôtel Palafitte à Neuchâtel-Monruz en Suisse pour l'exposition nationale de ce pays, Siemens a eu l'occasion de donner des ailes à son imagination. En plus d'agir en qualité d'entrepreneur général, Siemens a doté chaque chambre des technologies de pointe les plus récentes, à partir des systèmes de communications, TI et divertissement jusqu'à un système de contrôle d'accès qui utilise la reconnaissance des empreintes digitales pour remplacer les clés et les cartes d'entrée vétustes.

Bien sûr, malgré son ampleur, pour nous le projet était comme tous les autres. Car chez Siemens, nous nous employons à mousser la réussite de tous nos associés. En Suisse ou à Swift Current, nous avons 425 000 employés dont bon nombre des plus grands chercheurs, scientifiques et ingénieurs au monde derrière chaque innovation que Siemens élabore.

De plus, une équipe de techniciens dévoués s'assure que toutes les initiatives auxquelles nous participons sont gérées avec une main experte, de la conception à la réalisation et plus loin encore.

Et maintenant, parce que nous avons installé nos équipes dans un plus grand nombre de centres intégrés partout au Canada, nous avons transformé notre façon de faire des affaires. Notre capacité d'innover à la grandeur du monde est à votre porte, doublée de la confiance et de la force de tous les projets auxquels nous avons travaillé dans le passé.

Passez à [siemens.ca](http://siemens.ca) et découvrez comment nous pouvons commencer à faire de votre vision une réalité.

**SIEMENS**

Innovate à la grandeur du monde.™

Soldes d'entrepôt Sears... profitez des rabais sur les pneus!  
et quantité de bons achats

Pas de plus bas prix cette saison!

Pneus RoadHandler<sup>MD</sup> VOYAGER LX

rabais 15-20%

Soldé, à partir de 71,99 ch. P175/70R13. Série n° 63000

ROADHANDLER

Pneus RoadHandler Voyager LX

GARANTIE DE 160 000 KM  
CONTRE L'USURE\*

Dimensions	Soldé, ch
P185/70R13	79,99
P185/70R14	85,99
P205/70R15	95,99
P215/70R15	100,99
P185/65R14	92,99
P195/65R15	96,99
P205/65R15	105,99
P215/65R15	102,99
P205/60R15	106,99
P225/60R16	111,99

Autres formats aussi en soldé



Pas d'acompte, pas de paiement avant  
janvier 2004 pour les produits et services  
automobiles et bien plus!



Pas de paiement avant janvier 2004, avec la carte Sears seulement,  
sur approbation de votre crédit. Achat minimum: 200 \$.

Prix en vigueur jusqu'au samedi 5 juillet 2003, dans la limite des stocks

\*Détails complets chez Sears

service auto  SEARS<sup>MC</sup>

Anjou\* N° de téléphone (514) 353-7770  
Brossard\* N° de téléphone (450) 465-1000  
Lasalle\* N° de téléphone (514) 364-7310

Laval\* N° de téléphone (450) 682-1200  
Saint-Bruno N° de téléphone (450) 441-6603  
Saint-Laurent\* N° de téléphone (514) 335-7770

\* COMPOSEZ LE POSTE 228

NE071A103 © 2003, Sears Canada Inc.

## Il sera possible de conserver son sperme à la maison

MATHIEU PERREAULT

DES CHERCHEURS saoudiens ont mis sur pied une méthode de conservation des spermatozoïdes qui permettra de les conserver chez soi plutôt que dans des laboratoires spécialisés. Ils ont présenté hier, à la rencontre annuelle de la Société européenne de reproduction humaine et d'embryologie (SERHE) à Madrid, une étude montrant que les spermatozoïdes séchés et réhydratés parviennent à féconder des ovules.

« Cette technique très simple pourrait révolutionner la préservation des spermatozoïdes », explique, en entrevue téléphonique d'Espagne, le Dr Daniel Imoedemhe, un Nigérien qui travaille à l'hôpital Erfan et Bagedo, à Djeddah, en Arabie Saoudite. « Les laboratoires de stockage à très basse température, qui coûtent très cher, ne seront plus nécessaires. Les hommes pourront conserver leurs spermatozoïdes chez eux. »

Si simple qu'elle soit, la technique requerra tout de même l'intervention de techniciens. On est encore loin du « Ajoutez de l'eau pour réhydrater ». Le séchage doit se faire dans un laboratoire pour préserver la qualité des spermatozoïdes, selon le Dr Imoedemhe.

Au départ, le Dr Imoedemhe a vérifié que la technique fonctionnait chez les souris. Il a présenté hier une étude sur 24 ovules hu-

ains montrant que les spermatozoïdes séchés peuvent féconder des ovules et croître jusqu'au stade de la blastogénèse, environ de six à huit jours. Il espère maintenant avoir le feu vert pour procéder à une fécondation artificielle en utilisant le sperme séché et réhydraté. « Certains éléments de notre étude laissent penser que le taux de succès de la fécondation sera moins élevé qu'avec des spermatozoïdes congelés », admet le Dr Imoedemhe.

La technique pourrait être intéressante pour les hommes porteurs du virus du sida, ou d'autres virus transmissibles. « Il est probable que le virus survivra moins bien au séchage qu'à la congélation », dit le Dr Imoedemhe. Selon le médecin, un homme porteur du virus du sida pourrait vouloir protéger sa semence pendant qu'il suit des traitements antisida pouvant affecter sa fertilité.

La rencontre de la SERHE a donné lieu à d'autres annonces de traitements potentiels de l'infertilité. Des chercheurs suédois ont ainsi annoncé la greffe d'un utérus d'une souris à une autre, qui a ensuite eu une grossesse réussie. Selon ces chercheurs, il sera possible de transférer cette technique de greffe d'utérus aux humains d'ici trois ans, ce qui pourrait aider environ 4 % des femmes infertiles.

## Les garçons causent plus de fausses couches

MATHIEU PERREAULT

AVOIR UN GARÇON augmente le risque de fausses couches, selon une étude danoise dévoilée hier à la rencontre annuelle de la Société européenne de reproduction humaine et d'embryologie (SERHE), à Madrid.

L'étude se greffe à des recherches sur les maladies auto-immunes effectuées au cours des 10 dernières années, qui se penchent sur le transfert de gènes des foetus aux femmes. Les chercheurs danois pensent qu'une susceptibilité génétique chez certaines femmes les rendent vulnérables à des antigènes masculins qui leur sont transmis lors de leur première grossesse.

Environ 1 % des femmes font des fausses couches à répétition, selon l'auteur principal de l'étude, Ole Christiansen, de la clinique de fertilité Rigshospitalet, à Copenhague. « Je soigne ce type de patientes depuis une quinzaine d'années et je me suis demandé quels étaient les facteurs de risque », dit le Dr Christiansen, joint à Madrid. « À ma connaissance, c'est la première étude de cette taille qui s'intéresse à l'influence du sexe du premier enfant sur le risque subséquent de

fausses couches. » L'échantillon comprenait 200 femmes ayant déjà un enfant. S'il s'agissait d'une fille, elles avaient trois chances sur quatre d'avoir moins de trois fausses couches avant d'accoucher d'un second bébé. Si le premier enfant était un garçon, cette probabilité tombait à une chance sur deux. Le poids du second bébé à la naissance était également moins élevé (181 grammes de moins) chez les mères d'un garçon que chez les mères d'une fille.

Ces résultats ne peuvent pas être extrapolés à la population en général, prévient le Dr Christiansen. En d'autres mots, avoir un garçon comme premier enfant n'augmente pas significativement le risque de fausse couche chez les femmes en général, mais seulement chez une femme sur 100, le sous-groupe susceptible de faire des fausses couches à répétition. Les résultats du Dr Christiansen lui seront utiles cliniquement. « Les traitements des femmes ayant des fausses couches à répétition sont très coûteux, dit-il. Si une patiente a déjà une fille, je vais attendre plus longtemps avant de commencer le traitement, puisqu'elle a beaucoup plus de chances d'avoir un deuxième enfant. »



FAITES-EN L'ESSAI MAINTENANT

IMPREZA<sup>®</sup>  
OUTBACK<sup>SPORT</sup> 2004



- Traction intégrale à prise constante
- Moteur "boxer" 2,5 litres - 165 ch
- Freins ABS aux 4 roues
- Transmission manuelle à 5 rapports
- Et plus encore...

279\$\*  
PAR MOIS

IMPREZA<sup>®</sup>  
TS 2004



- Traction intégrale à prise constante
- Moteur "boxer" 2,5 litres - 165 ch
- Freins ABS aux 4 roues
- Transmission manuelle à 5 rapports
- Et plus encore...

22 995\$\*\*  
PDSF

MODÈLES 2003 À PRIX INCROYABLES. QUANTITÉS LIMITÉES.



WRX 2004

- Traction intégrale à prise constante
- Moteur "boxer" 2,0 litres - 227 ch
- Freins ABS aux 4 roues
- Transmission manuelle à 5 rapports
- Et plus encore...

389\$\*  
PAR MOIS

ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES SUBARU DU GRAND MONTRÉAL

CARREFOUR SUBARU AUTO  
SAINTE-ROSE, LAVAL

SUBARU AUTO CENTRE  
MONTRÉAL

SUBARU DES SOURCES  
DOLLARD DES ORMEAUX

SUBARU ST-JÉRÔME  
SAINT-JÉRÔME

SUBARU RIVE-SUD  
GREENFIELD PARK

JOHN SCOTTI SUBARU  
SAINT-LÉONARD

JOLIETTE SUBARU  
JOLIETTE

SUBARU DE LAVAL  
ADM. AUTOMOBILES

CONCEPT AUTOMOBILES  
GRANBY

SUBARU REPENTIGNY  
REPENTIGNY

SUBARU STE-AGATHE  
STE-AGATHE-DES-MONTS

LACHUTE SUBARU  
BROWNSBURG

SUBARU ST-HYACINTHE  
SAINT-HYACINTHE



SUBARU<sup>®</sup>

GUIDÉE PAR UNE FORCE INTÉRIEURE<sup>MC</sup>

www.subaru.ca

\*Paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. Comptant 3 895\$ ou échange équivalent. 20 000 km par année, 8 ¢ du km excédentaire. Transport et préparation inclus. Immatriculation, assurances, taxes sur les pneus neufs et autres taxes en sus. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPRM) en sus. Le montant total exigé avant le début de la période de location pour le modèle WRX 5 vitesses 4FIWI est de 4 994,55 \$ taxes incluses; pour le modèle Outback Sport 5 vitesses 4HNL est de 4 868,02 taxes incluses. Offre jusqu'au 31 juillet 2003. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation de crédit par \*Compagnie de Service de Financement Automobile Primus Canada. \*\* PDSF (Prix de détail suggéré du fabricant). Transport, préparation et taxes en sus. Offre jusqu'au 31 juillet 2003.

## | BAVURE EN AFGHANISTAN |

# Accusations réduites pour l'un des deux pilotes

ALEXANDRE SIROIS  
La Presse à Washington

L'UN DES deux pilotes américains à l'origine des « tirs amis » mortels pour quatre soldats canadiens en Afghanistan a choisi d'être traduit devant une cour martiale, mais il ne sera tout de même pas passible de plus de six mois de prison.

Les responsables de l'armée de l'air américaine ont annoncé lundi que le major Harry Schmidt ne sera pas accusé d'homicide involontaire ni de voies de fait. Il sera plutôt traduit en justice pour ne pas s'être conformé aux règles et aux instructions spéciales en vigueur pour les

pilotes qui survolaient la zone où il a largué une bombe sur un groupe de soldats canadiens à l'entraînement, en avril 2002.

La décision a été prise par le lieutenant général américain Bruce Carlson, qui souhaitait initialement qu'aucun des deux pilotes ne subisse de procès militaire.

L'armée de l'air a indiqué que la date du procès du major Schmidt sera fixée sous peu. Le militaire devrait aussi comparaître devant un comité d'évaluation de vol qui tranchera sur son avenir de pilote.

Lorsqu'il a bombardé les soldats canadiens, le major Schmidt était accompagné du major William Umbach. Ce dernier a récemment dé-

cidé de prendre sa retraite et n'a pour sa part reçu qu'une lettre de réprimande.

Il a été impossible hier de joindre la porte-parole de l'Armée de l'air américaine dans ce dossier, Denise Kerr. Interrogée par *La Presse* il y a 10 jours, elle n'avait pas voulu réagir aux critiques des familles des militaires canadiens qui souhaitaient que les soldats américains soient jugés plus sévèrement. « Je ne peux pas faire de commentaires sur ce qu'ils espéraient, a-t-elle déclaré. Le système de justice militaire est juste. Il est encadré de façon à protéger et garantir les droits de tous et chacun. »

## | PROCÈS DE MARLÈNE CHALFOUN |

# La défense prétend que les lettres sont purs fantasmes

CHRISTIANE DESJARDINS

DES MOTS, rien que des mots. La défense dans le procès de Marlène Chalfoun prétend que les propos d'agressions sexuelles avec violence qu'échangeaient l'ex-agent de probation, le délinquant dangereux Nick Paccione et un autre prédateur sexuel qui avait adopté le pseudonyme « Frank », ne reflètent que des fantasmes, et qu'en conséquence ces lettres ne devraient pas être admises en preuve.

« Ces lettres ne sont pas fiables. Ces gens-là ont des fantasmes particuliers, ils sont dans leur petite bulle de fantaisie. Ils ont peut-être autre chose en tête quand ils écrivent », a fait valoir M<sup>e</sup> Jean-Marc Tremblay, lundi, alors que les deux parties débattaient de la « nécessité » et de la pertinence de produire ces lettres en preuve. La Couronne n'a pas l'intention d'appeler les deux prédateurs sexuels comme témoins, et la défense allègue que

ce faisant, elle est privée de « l'arme fondamentale qu'est le contre-interrogatoire ».

M<sup>e</sup> Tremblay en veut pour preuve le fait que Marlène Chalfoun a été libérée d'une autre accusation (de complicité après le fait) il y a quelques mois, au stade de l'enquête préliminaire. En contre-interrogeant un policier qui témoignait à charge, la défense avait réussi à semer le doute dans la tête du juge.

Chalfoun est accusée de complot pour agression sexuelle grave sur une femme qu'elle détestait et les deux enfants de celle-ci. Le crime ne s'est jamais produit, toute la preuve repose sur des lettres où les trois correspondants discutent du projet. La défense soutient que ces propos n'étaient que des fantasmes de la part de Chalfoun. « Je voudrais bien qu'on me montre le bon de commande pour ces crimes, il n'y en a pas de bon de commande », de lancer M<sup>e</sup> Tremblay.

Ce à quoi M<sup>e</sup> Louis Miville-Des-

chênes, procureur de la Couronne, a rétorqué en lisant des passages de lettres de Chalfoun, où celle-ci invitait Frank à « faire » la femme en question, à se comporter avec elle comme Jack l'Éventreur ». Chalfoun donnait également des renseignements sur l'endroit où vivait cette personne, ainsi que des détails sur la famille de celle-ci.

« C'est ça le bon de commande », de lancer la Couronne, en soulignant qu'au moment où Chalfoun écrivait cette lettre, elle savait que Frank avait violé et tué une adolescente.

M<sup>e</sup> Tremblay a alors bondi. « C'est de l'interprétation. Laissons faire l'interprétation. Je vois les journalistes écrire. Les articles de journaux sont dévastateurs, et quand elle rentre à la prison, ma cliente y goûte », a-t-il dit, en laissant entendre que Chalfoun était persécutée par les autres détenues à la prison Tanguay. Le procès se poursuit aujourd'hui.

## Une fillette se noie dans la piscine familiale

PEU avant midi, hier, une fillette de 5 ans s'est noyée dans la piscine familiale à Saint-Clet. Avant le drame, Jade Gagnon jouait dans le salon avec ses deux soeurs de 14 et 7 ans. Puis tout d'un coup, les deux filles ont perdu la plus jeune de vue. Elles ont aussitôt alerté la gardienne, une femme d'une soixantaine d'années, qui est partie à la recherche de l'enfant handicapé. Quelques minutes plus tard, son corps était retrouvé flottant dans la piscine gonflable familiale. Appelés sur les lieux, les ambulanciers ont tenté de la ranimer, mais le décès a été constaté au Centre hospitalier de Vaudreuil. Une autopsie

sera faite et une enquête du coroner ouverte.

— François Cardinal

## Prêts usuraires : une employée du Casino congédiée

UNE des trois employés du Casino de Montréal qui avaient été interrogés par la police relativement à l'enquête sur des prêts usuraires a été congédiée hier, a révélé le réseau TVA. La femme est une serveuse au bar à jeu et serait liée à un dirigeant du réseau de prêts usuraires. D'autre part, les deux autres employés, un cadre et un agent de sécurité, ont été suspendus jusqu'à nouvel ordre. — *Presse Canadienne*

## GRANDE OUVERTURE

Promenades St. Bruno.....450-653-5959

## LUNETTE COMPLÈTE

Clair et Simple



# 69\$

69\$ monture et verres • toutes prescriptions • deux paires pour 99\$  
Supplément de 99\$/par paire pour double foyers incluant invisibles. Verres de contact en spécial. \*Détails en magasin.

3151421A

### SPÉCIAUX OFFERTS DANS TOUTES NOS SUCCURSALES

- Promenades St. Bruno.....450-653-5959
- 1033, Marché Central, L'Acadie/Chabanel, Mtl...514-384-1117
- 420 Jean-Talon Est., Mtl.....514-275-2222
- Plaza Cote-Des-Neiges chez Zellers, Mtl.....514-344-2755
- Plaza Alexis-Nihon chez Zellers, Mtl.....514-933-8986
- Place Versailles chez Zellers, Mtl.....514-354-8925
- Carrefour Richelieu chez Zellers, St. Jean...450-348-1602
- Place Fleur de Lys chez Zellers, Quebec.....418-529-9252
- Promenades St. Bruno chez Zellers, St. Bruno.450-441-0153

Optique  
**Laurier**  
OPTOMÉTRISTES

# L'Université canadienne

« Nos programmes de recherche et d'enseignement exceptionnels offerts dans les deux langues officielles du Canada, notre collectivité multiculturelle, notre emplacement au cœur de la capitale nationale et notre perspective pancanadienne justifient la fierté de l'Université d'Ottawa de célébrer la spécificité canadienne. »

Gilles G. Patry, recteur et vice-chancelier

[www.rapport.uottawa.ca](http://www.rapport.uottawa.ca)

Université d'  
University of  
**Ottawa**

EN VOYAGE AVEC VOUS

Les mercredi et samedi dans La Presse

VACANCES  
VOYAGE

## AVIS PUBLIÉ PAR SUZY SHIER INC.

Le Bureau de la concurrence (le « Bureau ») a informé Suzy Shier Inc. (« Suzy Shier ») que ses pratiques concernant le prix habituel de certains vêtements pour femmes soulevaient des préoccupations en vertu des dispositions civiles de la *Loi sur la concurrence* (la « Loi ») relatives aux pratiques commerciales trompeuses.

Les préoccupations du Bureau concernent les indications de Suzy Shier sur des prix « habituels » et des prix de « solde » qui auraient exagéré les économies que pouvaient réaliser les consommatrices et les consommateurs lorsqu'ils achetaient certains vêtements en « solde » chez Suzy Shier. Les dispositions civiles de la Loi relatives au prix habituel visent à faire en sorte que les détaillants utilisent des indications de prix habituel seulement s'ils ont vendu une quantité importante du produit à ce prix ou offert le produit à ce prix pendant une période raisonnable.

Même si Suzy Shier n'admet pas avoir eu une conduite contraire à la Loi, en réponse aux préoccupations du Bureau et compte tenu de l'importance de fournir une information précise aux consommateurs, Suzy Shier et le Bureau ont déposé un consentement auprès du Tribunal de la concurrence afin de résoudre l'affaire. Conformément à ce consentement, Suzy Shier s'engage notamment à :

- faire en sorte que toutes les indications concernant les économies réalisables et les prix habituels respectent les dispositions de la Loi relatives aux pratiques commerciales trompeuses;
- mettre en place un programme de conformité interne visant à assurer la conformité de Suzy Shier aux dispositions de la Loi relatives aux pratiques commerciales trompeuses;
- acquitter une importante sanction administrative pécuniaire.

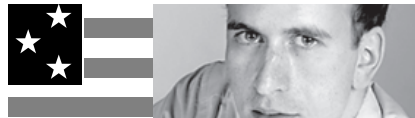
Le consentement restera en vigueur pendant 10 ans.

Le présent avis a été publié conformément au consentement, lequel est affiché dans le site Web du Tribunal de la concurrence ([www.ct-tc.gc.ca](http://www.ct-tc.gc.ca)).

3151001A

3151028

# La Californie au bord du gouffre



ALEXANDRE SIROS

LA PRESSE À WASHINGTON

Les universités californiennes pourraient sous peu suspendre leurs professeurs et annuler leurs cours d'été. Les foyers pour personnes âgées qui appartiennent à l'État n'acceptent déjà plus de nouveaux patients. Certains politiciens songent à libérer des détenus plus rapidement que prévu, n'ayant plus assez d'argent pour les maintenir derrière les barreaux.

On l'aura compris, la Californie est dans le rouge. Son déficit est cette année de 38 milliards US. Une somme plus importante que le budget annuel de la plupart des autres États américains. Et les parlementaires californiens n'arrivent pas à s'entendre sur le remède nécessaire pour remettre l'État sur les rails.

L'année fiscale débutant hier, la date butoir pour l'adoption du nouveau budget de l'État avait été fixée à minuit, lundi. Or, les démocrates, qui contrôlent tant le Sénat que la Chambre des représentants, n'ont jamais pu s'entendre avec leurs adversaires républicains à ce sujet. Et la Californie est l'un des rares États où les deux tiers des voix sont nécessaires pour l'adoption du budget.

« Ce n'est pas réjouissant, ce n'est pas bien et ce n'est pas juste,

mais c'est ce qui se passe », a déclaré, résigné, le président du Sénat californien, John Burton. Les positions des deux partis semblent inconciliables. Les démocrates souhaitent augmenter les impôts de plus de 3,6 milliards pour éviter de réduire les services. Au contraire, les républicains veulent sabrer dans les dépenses et demander au secteur public, notamment au système scolaire, de se serrer la ceinture.

Quarante-cinq États américains ont dû récemment augmenter les impôts ou restreindre leurs dépenses. Mais aucun ne fait face à une situation aussi catastrophique que celle qui prévaut en Californie. C'est que l'État connaît des troubles qui lui sont propres, a expliqué Carole Kennedy, qui enseigne les sciences politiques à l'Université de San Diego. « Un des problèmes a été la crise énergétique, il y a quelques années, quand Enron et quelques autres compagnies ont conspiré pour faire grimper les prix. Ça a été le départ de nos difficultés. La faiblesse de l'économie nationale a aussi particulièrement fait très mal à la Californie, notamment en raison du déclin des entreprises liées à l'Internet », a indiqué M<sup>me</sup> Kennedy au cours d'une entrevue téléphonique.

Comme si les problèmes financiers de l'État n'étaient pas suffisants, le gouverneur de la Californie, le démocrate Gray Davis, est actuellement sur un siège éjectable. Une pétition, lancée par ses opposants républicains, circule en faveur de sa destitution. La campagne est menée par Darrell Issa, qui souhaite ouvertement être le prochain gouverneur. Il a déjà dépensé

plus de million pour la campagne de destitution.

En vertu d'une loi adoptée en 1911, si les opposants de M. Davis amassent 897 158 noms, un référendum sur l'avenir du gouverneur (et sur le choix de son successeur si une majorité de Californiens votent pour le départ de M. Davis) devra être tenu. La date pour le dépôt de la pétition a été fixée au 4 septembre prochain.

Cette crise pourrait empêcher un règlement rapide des problèmes financiers de l'État, a estimé M<sup>me</sup> Kennedy. « Nous n'avons jamais eu de déficit de cette taille et le climat politique est tel que les gens font beaucoup plus de politique qu'à l'habitude avec le budget, a-t-elle dit. Comme la campagne de destitution est en cours, cela incite les républicains à être très intransigeants à ce sujet. Parce que si le budget n'est pas adopté, cela va certainement nuire au gouverneur et donner un coup de pouce à la campagne de destitution. »

Pour M<sup>me</sup> Kennedy, la situation actuelle pourrait être « fatale » au gouverneur Davis. Or, M. Issa n'est pas le seul à vouloir profiter des déboires du leader démocrate. Depuis quelques semaines, le nom d'Arnold Schwarzenegger est sur toutes les lèvres. L'acteur fait actuellement la promotion du troisième *Terminator* et en profite pour faire valoir sa candidature électorale. Récemment invité au *Tonight Show* de Jay Leno, il a indiqué qu'il allait présenter son nouveau film aux militaires américains en Irak. Un pays où, a-t-il déclaré, « il n'y a pas de leadership... un peu comme en Californie ! »



## L'UNIQUE OUVRE SES PORTES DEMAIN.

3535, AUTOROUTE 440 OUEST, LAVAL  
À L'ENTRÉE DU MARCHÉ 440 - RÉSERVATION : (450) 682-0115

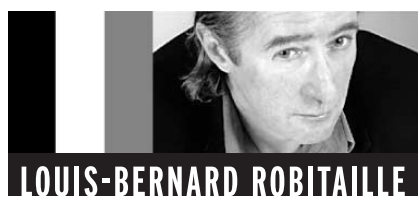
### L'uNique

RESTAURANT  
POISSONS  
ET STEAKS

3151028A

# Menaces sur Avignon et les grands festivals de l'été

Le conflit sur l'indemnisation des artistes et techniciens provoque des annulations à Marseille et Montpellier



**LOUIS-BERNARD ROBITAILLE**  
collaboration spéciale  
**LA PRESSE À PARIS**

En France, un conflit chasse l'autre. Après les grèves à répétition de mai et juin contre la réforme du système de retraite, c'est sur le front culturel que les hostilités se déplacent. Cette fois, ce sont les grands festivals d'été qui sont directement menacés par la grève des « intermittents du spectacle », c'est-à-dire près de 100 000 artistes et techniciens qui vivent de contrats temporaires et dont on vient de réformer le système d'indemnisation de chômage. Un système très favorable, unique en Europe et dans le monde, et que les partenaires sociaux, gestionnaires des caisses de retraite, ont décidé de modifier dans un sens moins favorable pour les intéressés, comme on peut l'imaginer. Il faut dire que ce régime particulier aux artistes enregistrait des déficits de plus en plus colossaux et donnait lieu à des fraudes nombreuses, dénoncées récemment par un rapport de la Cour des comptes.

Mais du coup, les mouvements de grève ou de perturbation qui ont commencé à éclater ici et là en France n'ont rien de symbolique. Dimanche soir, c'était la vénérable Comédie-Française qui annulait à la dernière minute la représentation du *Malade imaginaire*. Pour l'essentiel, le mouvement de protestation des « intermittents » se portait en direction des festivals d'été, une véritable institution en France. On en dénombre 650

en juillet-août, dont 173 de musique, 46 de théâtre, 18 de danse etc. Beaucoup sont de dimension modeste, mais certains, comme Avignon ou Aix-en-Provence, par exemple, sont des événements considérables, soit sur le plan professionnel et artistique, soit pour le prestige et l'économie de la ville concernée, ou tout cela en même temps. En tout cas, l'ensemble de ces manifestations attirait l'été dernier une foule estimée à 900 000 spectateurs.

## Premières victimes

Dès le début de la semaine, on dénombrait les premières victimes majeures du conflit. Annulation des soirées au festival de théâtre d'Angers, de jazz à Vienne (près de Lyon). A Aix-en-Provence, où se déroule chaque été un très luxueux festival d'opéras mozartiens (budget de huit millions de dollars), les arrêts de travail des techniciens forçaient le directeur à reporter à une date imprévisible les trois premières représentations, les 4, 5 et 6 juillet.

À Montpellier, le prestigieux festival de danse contemporaine prévu pour le début juillet (30 000 spectateurs) était tout bonnement annulé. De même pour celui de Marseille, plus populaire, et où l'on attendait près de 50 000 personnes. Pour des raisons diverses, on apprenait que deux importants rassemblements de musique rock en Bretagne (Rennes et Carhaix) étaient directement menacés. Mais que, pour l'instant, les Francofolies de La Rochelle de la mi-juillet ne risquaient rien.

Aujourd'hui, tous les regards sont principalement tournés en direction d'Avignon, où se déroule depuis plus de 50 ans ce qui est sans doute le festival de théâtre contemporain le plus important au monde, à la fois par le nombre et la qualité des spectacles et l'affluence du public. Une cinquantaine de pièces ou d'événements dans le cadre du festival

lui-même et 98 000 billets vendus l'été dernier. Du côté du festival « off », qui a proliféré de manière monstrueuse au fil des ans, quelque 800 spectacles en tout genre (avec une grosse majorité de déchet), mais qui vendaient tout de même 60 000 billets de plus et constituaient le rendez-vous incontournable de la profession théâtrale... et des jeunes artistes obscurs rêvant de gloire.

Pour l'instant, la plus grande incertitude règne sur le sort d'Avignon. Hier, les techniciens « intermittents » avaient repris le travail pour continuer les préparatifs matériels des salles de spectacle — pour ne pas empêcher à l'avance la tenue du festival, pour le cas où un règlement interviendrait avec le gouvernement dans les tout prochains jours —, mais le mot d'ordre d'une grève « générale et reconductible » était maintenu pour le 8 juillet, le jour même de l'ouverture du festival. Bernard Faivre d'Arcier, dont c'est la dernière saison à la tête du festival, était manifestement sur des charbons ardents : n'étant pas partie prenante dans les décisions gouvernementales, il tentait à la fois de calmer les ardeurs des « intermittents » et, tout en admettant publiquement certaines de leurs critiques, les suppliait de choisir d'autres moyens d'action que la dévastation des festivals de cet été. Même Ariane Mnouchkine, grande prêtresse de la gauche théâtrale, demandait aux grévistes de ne pas « casser leur propre outil de travail ».

## Fraudes, abus...

Moins diplomate, le metteur en scène et directeur de théâtre, Jérôme Savary, estime pour sa part que « le mouvement actuel est suicidaire, d'autant plus que le système d'indemnisation, même revu à la baisse et moins favorable, reste le régime le plus favorable aux artistes dans le monde ».

Effectivement, le régime particulier des

« intermittents » est unique en Occident. Pour y accéder un artiste ou technicien doit pouvoir justifier 507 heures de travail sur 12 mois, ce qui lui donne droit à 12 mois d'indemnisation. Le problème, c'est que ce système assez privilégié a rapidement abouti à des abus généralisés. D'un côté, de grosses sociétés d'audiovisuel ont pris l'habitude de jongler avec les « intermittents » qu'ils embauchent sur des bases temporaires, congédient et reprennent : ce sont en fait des emplois à plein temps que l'on maintient dans la catégorie « temporaire » grâce à ce système. En faisant de grosses économies. À un niveau plus artisanal, de petites troupes ou boîtes de production fraudent systématiquement en utilisant des intermittents pour 30 jours... dont 15 jours au noir payés par l'assurance-chômage. Enfin, il y a un nombre important de jeunes comédiens plus ou moins au chômage et qui réussissent à se faire signer en fraude des dizaines d'heures de travail (répétitions, etc.) par des directeurs de petites troupes théâtrales. Ce qui leur permet de se maintenir dans le système.

Résultat des courses : il y avait environ 50 000 « intermittents » en 1993. Il y en aurait 97 000 aujourd'hui selon l'UNEDIC (gestion du chômage). Ils versent environ 100 millions d'euros dans la caisse... et touchent 828 millions d'euros en prestations de chômage. D'où la réforme signée par trois syndicats minoritaires le 26 juin dernier : les 507 heures doivent être effectuées sur 10 mois (et non 12), et la période d'indemnisation sera de huit mois (contre 12). Selon le patron de la CGT, syndicat largement majoritaire, « cela équivaut à éjecter 30 % des intermittents du système ». En tout cas à en évincer suffisamment pour que le mouvement de protestation de cet été ait en permanence des troupes abondantes. Et qui n'ont rien à perdre.

## Dirigeants du FIS libérés

d'après AFP

ALGER — Deux dirigeants du Front islamique du salut (FIS-dissous), Abassi Madani et Ali Belhadj, devraient être libérés aujourd'hui après avoir purgé totalement leur peine, selon plusieurs journaux algériens.

Aucune indication n'a été donnée de source officielle sur la date exacte de leur libération.

« C'est désormais une chose certaine, acquise, inévitable : les deux anciens leaders du FIS seront libres au plus tard jeudi matin (demain) », a affirmé hier le quotidien *L'Expression*.

Le quotidien arabophone *El Khabar* avait indiqué lundi que Belhadj allait être libéré hier, précisant que le sort de Madani restait « entre les mains du ministère de l'Intérieur ».

Ali Belhadj, figure emblématique de l'islamisme algérien et dernier dirigeant du FIS à rester en prison, avait été arrêté le 30 juin 1991 et condamné en juillet 1992 à 12 ans de prison par le tribunal militaire de Blida, pour « atteinte à la sûreté de l'État ».

Abassi Madani, condamné à la même date à 12 ans de prison pour « atteinte à la sûreté de l'État », avait bénéficié d'une liberté conditionnelle en juillet 1997 et était placé en résidence surveillée.

Madani et Belhadj avaient été arrêtés à la suite d'une « grève politique » en mai-juin 1991 pour protester contre « une loi électorale et un découpage injustes » à l'approche des législatives prévues en mai 1991. Ces élections, reportées au 26 décembre 1991, furent annulées après la victoire du FIS.

Loto Québec		Résultats	
TVA, le réseau des tirages			
Tirage du 2003-06-30			
01	04	09	12
13	17	19	32
33	35	36	39
41	46	51	53
54	62	65	67
Tirage du 2003-06-30		Tirage du 2003-06-30	
470	8167	NUMÉRO	620325

LES LUNDI, MARDI ET MERCREDI À 18 h 25 SUR LE RÉSEAU TQS

Loto Québec		Résultats	
TVA, le réseau des tirages			
Tirage du 2003-07-01			
03	10	12	15
23	31	33	35
37	42	48	54
55	57	59	60
62	63	64	70
Tirage du 2003-07-01		Tirage du 2003-07-01	
296	2939	NUMÉRO	551440

LES LUNDI, MARDI ET MERCREDI À 18 h 25 SUR LE RÉSEAU TQS

Loto Québec		Résultats	
TVA, le réseau des tirages			
Un lot de 250 000 \$ ou une Porsche 911 Turbo			
Tirage du: 2003-07-02 922941			
2003-06-30	688591	2003-07-01	445773
(décomposables)			
LES LUNDIS VOYAGE OU 250 000 \$			
LES MARDIS BATEAU OU 250 000 \$		LES MERCREDIS PORSHE OU 250 000 \$	
LES JEUDIS MOTORISE OU 250 000 \$		LES VENDREDIS 1 000 000 \$	

## Taux de location de 3,8 %\* sur chaque TL. Souhait exaucé.



La TL 2003. Les mordus de la conduite peuvent arrêter de souhaiter l'impossible. Notre nouveau taux épuré, offert sur l'incontournable TL de 225 chevaux, la palpitante TL Type S de 260 chevaux et l'ultime TL Type S A-Spec, saura combler tous leurs désirs. Composez le 1 888 9-ACURA-9 ou visitez le [www.acura.ca](http://www.acura.ca) pour savoir où se trouve le concessionnaire le plus près ou pour obtenir toute information supplémentaire.

  
**ACURA**

\*OFFRE DE LOCATION-BAIL D'UNE DURÉE LIMITÉE. Taux de location de 3,8 % établi pour une période de 48 mois, par l'entremise de Honda Canada Finance Inc., sur approbation du crédit, pour l'Acura TL, TL Type S et TL Type S A-Spec, modèles 2003. Le montant des paiements mensuels variera, selon le montant donné en échange ou en acompte. Consultez votre concessionnaire Acura pour tous les détails.

# Journalistes condamnés au Laos: la diplomatie intercède

d'après AFP

PARIS — Le ministère français des Affaires étrangères a indiqué hier que « de nouvelles interventions » étaient en cours après la condamnation au Laos de trois Occidentaux, dont deux journalistes, à des peines de 15 ans de prison qui pourraient, selon un diplomate laotien en poste à Paris, être réduites.

De nouvelles interventions sont en cours pour une « solution diplomatique et humanitaire rapide », a déclaré le porte-parole du ministère lors d'un point de presse.

Il a indiqué que le ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, avait

reçu lundi la mère du journaliste français, Vincent Reynaud, et des responsables du comité de soutien aux journalistes.

Reynaud, cameraman et photographe de 38 ans, a été condamné à 15 ans de prison, tout comme le reporter indépendant belge, Thierry Falise, 46 ans, et leur traducteur américain d'origine hmong, Naw Karl Mua. Ces arrestations de journalistes qui enquêtaient sur le sort de la communauté Hmong ont suscité une vive protestation internationale.

À l'issue d'une entrevue entre l'ambassadeur du Laos à Paris, Soutsakhone Pathamavong, avec la mère du journaliste français,

Annie-Jeanne Reynaud, le troisième secrétaire de l'ambassade, Detsada Soukhaseum, a évoqué une possibilité de « réduire les peines, voire de libération immédiate » des journalistes emprisonnés.

« Toute personne qui enfreint la loi doit être jugée selon la loi du Laos, mais, sur la base de nos bonnes relations avec la France, un geste pourrait être fait », a dit Soukhaseum.

« La situation, a-t-il ajouté, va se régler sur le terrain diplomatique dans les jours qui viennent avec une possibilité de réduire les peines, voire de libération immédiate des journalistes ».

M<sup>me</sup> Reynaud a estimé que « l'affaire n'est plus judiciaire, mais désormais diplomatique », ajoutant que « des discussions se comptent en semaines voire en mois, plus qu'en jours ».

M<sup>me</sup> Reynaud, qui ira au Laos « en début de semaine prochaine », a déclaré avoir reçu l'assurance de l'ambassadeur du Laos que les démarches seraient facilitées pour qu'elle puisse rendre visite à son fils en prison.

Soukhaseum a enfin indiqué que les quatre Laotiens interpellés avec les journalistes « pouvaient faire appel ». Trois d'entre eux ont été condamnés à peines de 12, 15 et 20 ans de prison.

## Intervention américaine avec l'ONU au Liberia?

d'après AFP

WASHINGTON — Les États-Unis réfléchissent « activement » hier à la possibilité de diriger une force multinationale pour stabiliser le Liberia, un scénario largement soutenu par la communauté internationale.

Soumise à d'intenses pressions en ce sens, la Maison-Blanche a fait savoir que les plus hauts conseillers du président George W. Bush examinaient les meilleurs moyens de ramener le calme dans ce pays ravagé par les affrontements.

« Nous discutons activement de la meilleure façon de soutenir les efforts internationaux pour aider le Liberia à retrouver la paix et l'État de droit », a souligné le porte-parole de la présidence, Ari Fleischer.

« Les États-Unis, a-t-il poursuivi, sont très impliqués dans les négociations de paix menées jusqu'ici et (ils) continueront à travailler avec les gouvernements de la région pour mettre en place une transition sûre vers les élections ».

« La situation est à l'heure actuelle tranquille à Monrovia » et « la plupart des insurgés semblent s'être retirés de leurs positions », a ajouté Fleischer devant des journalistes.

Cette réunion au plus haut niveau avait été annoncée lundi par le secrétaire d'État, Colin Powell.

Plusieurs voix, dont celle de la France, se sont faites entendre pour que les États-Unis prennent la tête d'une force internationale pour ramener l'ordre dans le pays.

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a demandé au Conseil de sécurité d'autoriser le déploiement au Liberia d'une force multinationale et estimé nécessaire que les États-Unis la dirigent.

« La situation est urgente. Elle est tragique. Je voudrais une décision prompte et rapide », a déclaré hier Annan au cours d'une conférence de presse à Berne.

La presse américaine s'est associée à ce concert en rappelant les liens particuliers qu'entretiennent les États-Unis avec le Liberia, fondé avec des esclaves libérés.

Le *Washington Post* comprend les réticences du Pentagone à dépêcher des troupes au Liberia alors que les forces américaines sont engagées « en Irak, en Afghanistan et ailleurs ». « Mais le Liberia offre aux États-Unis une chance de montrer qu'ils restent prêts à utiliser leur puissance pour autre chose qu'une autodéfense étroite », écrit-il.

Dimanche, les pays de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), réunis au Nigeria, avaient plaidé pour une intervention dirigée par les États-Unis au Liberia.

Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) prépare l'évacuation par mer vers Freetown des réfugiés sierra-léonais bloqués à Monrovia par les combats de ces dernières semaines, a indiqué hier à Genève Kris Janowski, son porte-parole.

En provenance de Conakry, le bateau *Overbeck*, qui a servi à ramener en Sierra Leone des réfugiés sierra-léonais en Guinée, était attendu hier à Freetown et devrait repartir dans la soirée pour Monrovia. Il peut transporter quelque 250 passagers.

« Tout dépend de la situation à Monrovia. Si le bateau peut accoster dans des conditions raisonnables de sécurité, alors il partira. Sinon, son départ sera retardé », a dit Janowski. Quelque 15 000 réfugiés sierra-léonais se trouvent au Liberia.

## Du JAZZ tout l'été



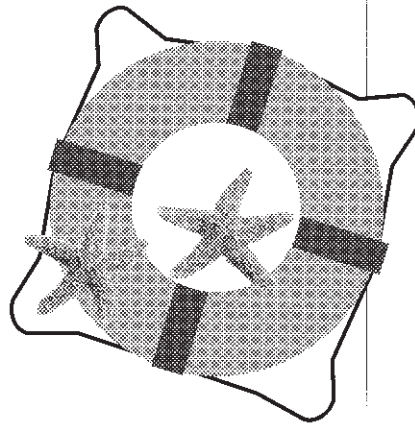
Un air de jazz

avec Gilles Archambault  
du lundi au vendredi  
**18h**

Silence... on jazz!

avec André Rhéaume  
samedi  
**20h**

**100.7 FM**  
Chaîne culturelle  
Radio-Canada



www.radio-canada.ca/radio

3147041A

3148169

C'EST LE TEMPS DE PASSER  
À L'ACURA RSX

3,8%. Si peu d'intérêt pour tant de performance!



Taux de  
**3,8%**  
à la location ou  
à l'achat\*

L'Acura RSX : moteur 2,0 litres i-VTEC de 160 chevaux, roues de 15 po, groupe électrique, climatiseur automatique, radio AM/FM avec lecteur CD, assistance routière 24 heures Acura, système d'entrée sans clé et tellement plus...

278 \$\* /mois  
24 300 \$\*\*

Taux de  
**4,8%**  
à l'achat†

L'Acura EL  
278 \$\* /mois  
22 000 \$\*\*

**ACURA**

ACURA GABRIEL  
4648, boul. Saint-Jean  
Dollard-des-Ormeaux

LUCIANI ACURA  
4040, rue Jean-Talon O.  
Montréal

ACURA BROSSARD  
9100, boul. Taschereau O.  
Brossard

ACURA DE LAVAL  
2500, boul. Chomedey  
Laval

ACURA PLUS  
255, boul. de la Seigneurie  
Blainville

GALERIES ACURA  
7100, boul. Métropolitain E.  
Anjou

\*Offre de location-bail d'une durée limitée, par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. S.A.C. seulement. Tarif mensuel de location-bail d'une durée de 48 mois établi pour l'Acura EL (modèle ES3563E) et l'Acura RSX (modèle DC5363PB) 2003 neuves. Total des paiements de 15 922 \$ et de 17 542 \$ respectivement. Un acompte de 2 578 \$ pour la EL, de 4 198 \$ pour la RSX, un dépôt de garantie et un premier versement sont requis. Option 0 \$ comptant aussi offerte. Allocation de 24 000 km par année (frais de 0,12 \$ par kilomètre supplémentaire). Transport et préparation inclus, frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. À la fin du bail, vous pouvez retourner le véhicule au concessionnaire ou l'acheter pour une valeur résiduelle prédéterminée.

\*\*P.D.S.F. de 22 000 \$ pour l'Acura EL (modèle ES3563E) et de 24 300 \$ pour l'Acura RSX (modèle DC5363PB) 2003 neuves. Transport et préparation (900 \$), frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Un acompte pourrait être exigé. Le prix de vente des concessionnaires peut être inférieur.

†Offre de financement à l'achat d'une durée limitée, par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. Financement à l'achat de 3,8 % pour l'Acura RSX (modèle DC5363PB) et de 4,8 % pour l'Acura EL (modèle ES3563E) 2003 neuves. S.A.C. Périodes de 24 à 60 mois offertes. Par exemple, 20 000 \$. À 3,8 %, paiements mensuels de 449,79 \$, pendant 48 mois. Coût d'emprunt de 1 589,92 \$. Total des paiements de 21 589,92 \$. À 4,8 %, paiements mensuels de 458,78 \$, pendant 48 mois. Coût d'emprunt de 2 021,44 \$. Total des paiements de 22 021,44 \$. Un acompte pourrait être exigé. Transport, préparation (900 \$), frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus.

Garantie Acura limitée de 5 ans/100 000 km. Les deux premiers services d'entretien sont compris. Le modèle offert peut différer de la photographie. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Du 1<sup>er</sup> au 31 juillet 2003.

# CPI: les États-Unis suspendent leur aide militaire à 35 pays

d'après AFP

WASHINGTON — Les États-Unis ont annoncé hier la suspension de leur aide militaire à 35 pays qui refusent d'accorder l'immunité aux Américains face à la Cour pénale internationale (CPI), chargée de juger les crimes de guerre ou contre l'humanité.

Le Congrès avait fixé une échéance au 1<sup>er</sup> juillet pour la conclusion de tels accords, a rappelé le porte-parole du secrétariat d'État américain.

Cette mesure se traduit concrètement par la suspension de 47 millions USD d'aide pour le reste de l'année fiscale américaine s'achevant le 1<sup>er</sup> octobre.

Plusieurs pays européens devant entrer dans l'Alliance atlantique comme les pays baltes, la Bulgarie, la Slovaquie ou la Slovénie sont touchés. Parmi les pays sanctionnés on trouve également le Brésil, la République centrafricaine, le Costa Rica, le Mali, le Niger, le Pérou, la Serbie-Monténégro, l'Afrique du sud, le Venezuela et la Zambie.



## La Société de Saint-Vincent de Paul

La Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal remercie sincèrement ses précieux donateurs pour leur extraordinaire appui au cours de l'année 2002-2003.

### Campagne de financement

Ameublement Fraser inc.  
Apotex inc.  
Association des employés de The Gazette  
Banque Nationale du Canada  
Caisse de bienfaisance de l'Association du personnel de la Sun Life  
Canadien National  
Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec  
Contrôle Industriel CTH liée  
Flexitem  
Fondation de bienfaisance T. A. St-Germain  
Fondation de la Corporation des concessionnaires d'automobiles de Montréal inc.  
Fondation Denise et Robert Gibeau  
Fondation J. Armand Bombardier  
Fondation Jacques et Michel Auger  
Fondation Léo Brossard  
Fondation René Malo  
Fonds d'aide des Frères des écoles chrétiennes  
Fraternité Sainte-Élisabeth du Canada  
Frères de Saint-Gabriel du Canada  
Fronmages Saputo liée  
Générale Électrique du Canada inc.  
Imperial Tobacco Canada  
Joliet Energy Resources inc.  
Kronos Canada inc.  
Maritime Life  
Missionnaires d'Afrique Pères blancs I  
Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée  
Orchestre métropolitain du Grand Montréal  
Perrault Conseil inc.  
Port de Montréal  
Punda Mercantile inc.  
Regular  
Robinson Cartes de souhaits inc.  
Société canadienne de sel liée  
Securs de Sainte-Anne du Québec  
Succession J. A. De Séve  
Sun Life du Canada  
Tuboquip inc.

UBS Warburg  
Monsieur Marc Beauchamp  
Monsieur Jules Beaulac  
Madame Rita Benoit  
Monsieur André Brodeur  
Monsieur Pierre Buteau  
Madame Marcelle J. Chartrand  
Monsieur Denis Dumas  
Monsieur Jean-Guy Gauthier  
Monsieur Jean-Paul Germain  
Monsieur Yvon Groulx  
Monsieur Joseph-Louis Gueneau  
Monsieur Jean Hattenberger  
Monsieur Bertrand Lamarre  
Monsieur Alcide Laplante  
Madame Danielle Lapointe  
Madame Hélène Marcotte  
Monsieur Gaston Perron  
Monsieur Robert Provost  
Monsieur Roger Reinhardt  
Monsieur Joseph Riccioli  
Monsieur Laurent St-Pierre  
Monsieur Bruno Toupin  
Monsieur Reynold Tremblay  
Madame Cécile Vanier  
Monsieur Guy Véronneau

### Opération Bonne Mine

Axa Corporate Solutions  
Editions du Renouveau pédagogique inc.  
Fondation Fournier-Éthier  
Fondation Marcelle et Jean Coutu  
Fondation Maurice Lamarche S. J.  
Hôtel Delta  
Madame Diane Lemieux, ministre d'État à la Culture et aux Communications  
Madame Linda Goupil, ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance  
Madame Line Beauchamp, députée de Sauvé

Madame Nathalie Rochefort, députée de Mercier  
Ménard, Martin avocats  
Monsieur André Boisclair, ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole  
Monsieur Éric Girard  
ODS limitée  
Orchestre métropolitain du Grand Montréal  
Scouts du Québec  
Securs Saint-Paul de Chartres

### Guignolée

Association des pompiers de Montréal  
Bombardier Aéronautique  
Groupe du Soleil inc.  
Elliott Risques spéciaux liée  
Employés d'Allied System  
Employés de la Société de transport de Laval  
Employés de la Société de transport de Montréal  
Employés de la Standard Life  
Fondation André Gauthier  
Fondation Berthiaume du Tremblay  
Fondation Marcelle et Jean Coutu  
Fonds de bienfaisance des employés de Bombardier Canadair  
Gaz Métropolitain inc. et ses employés  
Gladius International inc.  
Hasbro Canada inc.  
Jodoin, Ménard, Pouliot comptables  
Loto-Québec  
Missionnaires d'Afrique Pères blancs I  
Monsieur André Bérard  
Monsieur Frank Facchino  
Norbourg Services financiers  
Standard Paper Box  
Techmire liée et ses employés  
The Gazette

... et de nombreux amis.

Elle remercie également ses partenaires :



# Merci !

la **solde**rie

vos marques préférées @ prix réduits

Visitez nos deux emplacements :  
rue Sainte-Catherine 0., 7<sup>e</sup> étage  
Place Versailles, 2<sup>e</sup> étage

5 JOURS SEULEMENT!  
Du mercredi 2 au dimanche 6 juillet

**30 %**  
**DE RABAIS ADDITIONNEL**  
mode printemps-été pour femme,  
homme et enfant, accessoires,  
bagages, chaussures et davantage

Tant qu'il y en aura. Aucun bon d'achat différé.  
Les rabais sont sur les prix de la marchandise de la solde rie  
située au 7<sup>e</sup> étage de la Baie, rue Sainte-Catherine 0.,  
et au 2<sup>e</sup> étage de la Baie, Place Versailles.

D'autres aubaines non annoncées  
sont offertes en magasin. C'est à voir!



OBTENEZ JUSQU'À 50 % PLUS DE POINTS\* EN UTILISANT CONJOINTEMENT  
VOTRE CARTE DE CRÉDIT HBC ET VOTRE CARTE PRIMES HBC.



\*Certaines exceptions s'appliquent. Précisions en magasin.

## L'été s'annonce long ?

Profitez de l'été pour visiter gratuitement  
les installations d'Hydro-Québec.

Pour info : [www.hydroquebec.com/visitez](http://www.hydroquebec.com/visitez) ou 1 800 ÉNERGIE.

**Hydro**  
**Québec**

# Des sénateurs prédisent une longue guerre en Irak

Le Pentagone refuse le mot « enlèvement » et parle de « guerre mondiale contre le terrorisme »

JOONEED KHAN

LA GUERRE n'est pas finie et l'opinion publique américaine doit savoir que les soldats resteront ici pour une longue lutte, a affirmé hier un groupe de sénateurs à Bagdad après une rencontre avec Paul Bremer, le chef du régime d'occupation américain en Irak.

Selon des témoins, quatre soldats américains ont été tués hier dans une attaque à Bagdad, au lendemain d'explosions mystérieuses à Falloujah, à l'ouest de la capitale, dont l'une a tué six étudiants en théologie dans l'enceinte d'une mosquée. L'armée a évacué hier soir une de ses positions dans Falloujah, a-t-on indiqué de mêmes sources.

Deux soldats ont en outre été blessés dans l'accident de leur véhicule, et un deuxième véhicule a été incendié par des Irakiens à Youssifiya, au sud de Bagdad, ont dit des témoins.

Le Pentagone a indiqué ne recenser aucun décès hier parmi les troupes américaines en Irak, mais a fait état de six soldats blessés dans deux attaques dans la région de Bagdad.

La reconstruction de l'Irak se poursuit « comme prévu » en dépit de la lenteur du retour à la normale des services publics essentiels, a affirmé Paul Bremer lors d'une conférence de presse à Bagdad, deux mois jour pour jour après que le



Des Irakiens transportent le cercueil de l'un des étudiants en théologie tués dans des explosions mystérieuses, survenues lundi dans l'enceinte d'une mosquée de Falloujah, à l'ouest de Bagdad.

président George W. Bush eut annoncé la fin des opérations militaires majeures en Irak.

« Au stade actuel, je pense qu'un nombre significatif de soldats devra stationner en Irak pour plusieurs années. Je pense que nous devons le dire clairement au peuple américain », a affirmé le sénateur démocrate Carl Levin.

Le vice-président de la commis-

sion sur le renseignement, John Rockefeller, a approuvé. « Il n'y a pas de garantie que nous réussissons, mais il est sûr que nous ne pouvons pas perdre. Il va falloir que le peuple américain, tout comme le Congrès, comprennent que les choses peuvent aller plus mal avant d'aller mieux ».

D'après un sondage publié lundi, seuls 56 % d'Américains in-

terrogés estiment que cela valait la peine d'être allé en guerre, contre 73 % en avril, selon une enquête réalisée par la firme Gallup et publiée en ligne par le réseau CNN et le journal *USA Today*. De même, à peine 55 % des Américains pensent que des armes de destruction massives seront trouvées en Irak, contre 84 % à la fin de mars, indique ce sondage.

Le même jour, le régime d'occupation avait subi un double revers, avec l'arrestation forcée d'un gouverneur véreux qu'il avait nommé en pays chiite et le rejet de leur projet politique pour l'avenir de l'Irak par un ayatollah réputé.

À Najaf, les États-Unis ont dû arrêter Abou Haïdar Abdel Moneïm, qu'ils avaient nommé gouverneur. « Nous avons commis une erreur en nommant ce type », a reconnu un haut responsable de la coalition, indiquant que l'homme était accusé d'enlèvements et de vols.

Peu auparavant, l'ayatollah Ali al-Sistani, l'un des plus éminents dignitaires chiites et considéré comme modéré, avait désavoué le projet politique de Paul Bremer pour l'Irak.

« C'est aux Irakiens d'élaborer leur propre Constitution », a affirmé l'ayatollah, dont l'avis est très suivi par les chiites, majoritaires en Irak.

L'administration Bush refuse de parler d'enlèvement en Irak en dépit de la multiplication des incidents armés contre les forces améri-

caines et britanniques.

« Ce mot (enlèvement) ne va pas. Si l'on analyse ce qui se passe dans ce pays, il y a une façon différente de le qualifier », a dit Donald Rumsfeld, le chef du Pentagone, lors d'un point presse lundi. « Mon opinion est que nous sommes en guerre, en guerre mondiale contre le terrorisme. Si vous voulez appeler cela un enlèvement, allez-y. Moi, je ne suis pas d'accord », a poursuivi Rumsfeld. Il a souhaité un plus grand rôle pour l'OTAN.

Les milieux d'affaires américains ont insisté hier sur la nécessité de garantir la sécurité en Irak avant de s'y engager, tandis que Washington assurait travailler avec les Irakiens à la création d'une nouvelle monnaie et à l'élaboration d'un budget national.

« Restaurer les services de base (eau et électricité) ainsi que la sécurité demeurent les priorités immédiates », a estimé Ayaz Shaikh, avocat du cabinet Pillsbury Winthrop lors d'une conférence. Cette firme conseille les entreprises et le gouvernement américains sur la reconstruction irakienne.

Même message de Richard Huddec, de la société de consultants USProtect, selon qui « la sécurité et la protection de tous ceux engagés dans cette tâche monumentale de reconstruire l'Irak doit être prioritaire ». Selon lui, les coûts de la reconstruction pourraient atteindre 70 milliards sur cinq ans.

— avec AFP, AP et Google News

Pour savoir combien il en coûte pour s'équiper d'un système\* ExpressVu<sup>mc</sup> et d'un accès Internet Sympatico<sup>mc</sup> Haute vitesse, trouvez la lettre manquante.

**M O I N D E 5 0 \$**

Sympatico  
Haute vitesse



+

ExpressVu



Nouveau forfait Web+Télé\*\*

- Mensualité imbattable de 78,95 \$/mois
- Le Combo Maxi d'ExpressVu comprend tous les réseaux francophones et les 4 chaînes de SUPER ÉCRAN
- Installation incluse†
- Une seule facture

1 866 766-4477  
www.bell.ca/webtele3



Et bien simple.

# Abbas et Sharon posent les jalons de la paix au Proche-Orient

d'après AFP

JÉRUSALEM — Le premier ministre israélien Ariel Sharon et son homologue palestinien Mahmoud Abbas ont affirmé hier leur volonté commune de parvenir à la paix, alors qu'Israël s'appropriait à retirer ses troupes de Bethléem dès aujourd'hui, après avoir évacué des secteurs de la bande de Gaza.

La rencontre de deux heures à la présidence du Conseil à Jérusalem a été jugée « positive et encourageante » par les deux parties.

« Nous avons décidé de créer des comités de travail communs sur les questions en suspens », a déclaré Nabil Amr, du ministère palestinien de l'Information.

Ces comités porteront sur les questions de sécurité, économiques et financières et sur la libération de détenus palestiniens.

Sharon et Abbas devraient se rencontrer une quatrième fois la semaine prochaine.

« Je n'ai aucun doute sur le fait que l'image que nous donnons aujourd'hui est une image d'espoir et d'optimisme », a lancé Sharon avant la rencontre.

Il a refusé lors de l'entrevue de rendre sa liberté de mouvement au

président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, mais il a envisagé qu'il puisse s'installer à Gaza.

Abbas a répété les principales exigences palestiniennes. « Les meurtres et les destructions ne peuvent provoquer que la haine et l'hostilité », a-t-il dit, faisant allusion à la politique israélienne d'assassinats ciblés et aux incursions armées en territoire palestinien.

Il a prédit que les troupes israéliennes se retireraient sur les lignes qu'elles occupaient avant l'Intifada « d'ici un mois, un mois et demi » et qu'il comptait discuter avec Sharon d'un calendrier à cet effet.

Le ministre israélien de la Défense, Shaul Mofaz, a confirmé pour sa part que l'armée se retirerait de Bethléem aujourd'hui.

Malgré la trêve proclamée dimanche par des mouvements palestiniens, les violences se sont poursuivies.

Un Palestinien a été tué par des soldats en Cisjordanie. Selon des sources militaires, il était armé et il avait ouvert le feu contre un barrage de l'armée.

Il s'agit du deuxième mort depuis l'entrée en vigueur de cette trêve temporaire et conditionnelle

décrétée par les principaux mouvements palestiniens, dont le Hamas et le Jihad islamique, ainsi que le Fatah d'Arafat et d'Abbas.

Un Bulgare avait été tué lundi en Cisjordanie dans une attaque revendiquée par les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, groupe armé lié au Fatah.

La direction palestinienne a dénoncé hier l'autorisation donnée par la police israélienne à des visites d'Israéliens et de touristes sur l'esplanade des Mosquées de Jérusalem.

« C'est un complot. Il n'y a aucun touriste, ce sont des extrémistes qui veulent porter atteinte à cette sainte mosquée », a déclaré Yasser Arafat.

Depuis la visite de Sharon, alors chef de l'opposition, sur l'esplanade des Mosquées, le 28 septembre 2000, visite qui avait servi de détonateur à l'Intifada, l'entrée de ce site était interdite aux non-musulmans.

L'esplanade des Mosquées est le troisième lieu saint de l'islam. Elle s'étend sur le mont du Temple où s'élevait le Temple juif, détruit par les Romains en 70 et dont le principal vestige est le mur des Lamentations, situé en contrebas de l'esplanade.

# Un gouvernement de transition pour le Congo

d'après AFP

KINSHASA — Le président Joseph Kabila a nommé lundi, journée d'anniversaire de l'indépendance de la République démocratique du Congo (RDC-Kinshasa), un gouvernement de transition de 35 ministres et 25 vice-ministres, choisis pour leur représentativité des 11 provinces du pays plus que pour leur expérience politique.

L'annonce a été très bien accueillie par l'opposition armée, par l'ONU et par les capitales occidentales.

La rédaction du décret nommant le gouvernement d'union nationale, qui doit mener la RDC en deux ans à la tenue d'élections libres, a été pour Kabila un exercice imposé, les ministères et postes de vice-ministres étant répartis entre les composantes et entités du Dialogue intercongolais, selon l'Accord global de gouvernement conclu le 17 décembre 2002 à Pretoria. Cet accord est censé mettre fin à l'une des guerres les plus meurtrières du continent africain qui, en quatre ans, a fait près de cinq millions de morts.

Chacune des grandes composantes du dialogue — gouvernement, Mouvement de libération du Congo (MLC), Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) et Opposition non armée — s'est vue attribuer sept ministères et quatre postes de vice-ministres.

Le principal critère pour la répartition des portefeuilles avait été, au sein de chacune des composantes et entités, l'origine provinciale des postulants.

Cette option a été utilisée de façon stratégique par les ex-belligérants, soucieux d'avoir des représentants dans des régions autres que celles où les accords précédents les avaient cantonnés.

Le MLC en est le meilleur exemple : il tient le nord et le nord-est du pays mais a pris soin de choisir parmi ses ministres des hommes venant des provinces « gouvernementales ».

Antoine Ghonda Mangalibi, le nouveau ministre des Affaires étrangères, a des origines familiales dans le Bas-Congo et le Bandundu.

Dans l'Opposition politique, le choix par région a fonctionné comme un couperet, et provoqué l'indignation d'un de ses ténors, François Lumumba, président du Mouvement national congolais Lumumba (MNCL). « Ce mécanisme est contraire à l'idéal de notre parti et à la Constitution de la transition », a déclaré le fils du premier chef de gouvernement du Congo, Patrice Emery Lumumba.

Il craint « un précédent dangereux, qui s'étendra au niveau de l'administration territoriale, la diplomatie, les entreprises et les services publics, ainsi que dans l'armée, la police et les services de sécurité ».

Écarté de la liste des candidats au motif que deux autres politiciens originaires du Kasai oriental y figuraient déjà, François Lumumba entend « poursuivre la lutte pour la démocratisation du pays jusqu'à l'avènement d'un État de droit basé sur les principes qui peuvent renforcer l'unité nationale et la justice sociale ».

Le chef de l'état-major des armées de France (CEMA), le général Henri Bentégeat, a estimé hier que l'opération Artémis, la force multinationale de maintien de paix en Ituri, dans le nord-est de la RDC, reste une opération « à haut risque ».

La France est la « nation-cadre » de cette opération, mandatée par l'ONU et déployée par l'Union européenne, avec pour objectif de sécuriser la zone de Bunia, région déchirée par des affrontements qui ont fait quelque 50 000 morts et 500 000 déplacés depuis 1999.



**CENTRE LINGUISTA**  
MONTRÉAL • TORONTO • OTTAWA

Cours de langues : parlez et écrivez l'anglais, le français ainsi que l'espagnol!

- Cours intensifs de jour en anglais et en français
- Cours de soir en français, en anglais et en espagnol
- Début de la prochaine session de cours de soir : 4 août 2003
- Cours privés disponibles • Admissible au régime d'A.E.
- Téléphonnez pour une évaluation au : (514) 397-1736

500, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 802, métro Square Victoria

3153892

**Zytco** LE MEILLEUR SOLARIUM AU MONDE  
TROIS-SAISONS, QUATRE-SAISONS  
CLASSIQUE, CATHÉDRALE,  
EUROPÉEN, CONSERVATOIRE,  
WINDSOR, VICTORIAN  
ALUMINIUM OU CÈDRE  
4940 CHEMIN BOIS-FRANC,  
ST-LAURENT, QC. H4S 1A7  
**WWW.ZYTGO.COM**

VERRE SUPER-ISO BLOCK  
Licence R & Q 1983-2179-28  
514-335-2050  
ESTIMATION SANS FRAIS 800-361-9232



Canapé SIMPSON **64900\$**



Canapé LOUNGE **99900\$**



Canapé NEVADA **126900\$**

**FLY**  
MEUBLES & DÉCORATION

LAVAL 2888, avenue du Cosmodôme (450) 687-3361 ST-HUBERT 1651, boul. des Promenades (450) 443-1120 QUÉBEC 5600, boul. des Gradins (418) 634-5454

3150550A

3150743

# FUTURE SHOP

# Articles cool en **solde**

**ÉPARGNEZ 70\$**

**PRIMA**

**Téléviseur stéréo de 24 po**  
 • Tube-écran à grand contraste  
 • Entrées: S-véo et audio-véo à l'arrière  
 • Horloge et minuteur de mise en veille  
 • Sortie audio  
 XT2995S CodeWEB: 10013922

24 po

► **229<sup>99</sup>**

**ÉPARGNEZ 200\$**

**JVC**

**I'Art**

**Téléviseur de 36 po à écran plat**  
 • Filtre en peigne numérique à 3 lignes  
 • Entrée à composants, 2 entrées S-véo et 3 entrées audio-véo  
 • Modulation de la vitesse de balayage  
 • Qualité BBÉ à haute définition  
 JVC AV-36F713 CodeWEB: 10016867

Seulement chez FUTURE SHOP

36 po

**ÉCRAN PLAT**

► **1399<sup>99</sup>**

**ÉPARGNEZ 170\$**

**Quest**

**Système de haut-parleurs pour cinéma maison**  
 • 6 haut-parleurs et extrêmes-graves de 120 watts  
 • Capacité possible de 100 watts de puissance  
 Q-MOVIE CodeWEB: 10007644

► **129<sup>99</sup>**

**CARTE CADEAU 25\$**

**fi do**

**Téléphone numérique Siemens A56**  
 • Deux mois d'essai gratuits de messagerie texte (Valeur de 10')  
 • Facturation à la seconde et aucun contrat à signer  
 • Messagerie texte, sonore et image  
 A56 CodeWEB: 10029372

Carte cadeau de 25\$ GRATUITE

PRIX EN MAGASIN **174<sup>99</sup>**

CRÉDIT D'ACTIVATION **-100<sup>00</sup>**

► **74<sup>99</sup>\***

APRÈS CRÉDIT D'ACTIVATION

**ÉPARGNEZ 150\$**

**Canon**

**Caméscope à MiniDV**  
 • Viseur couleur à ACL de 2,5 po  
 • Zoom optique de 18x et numérique de 360x  
 • Mode photo progressif pour une stabilité des images  
 • Mode nocturne en couleur  
 ZR45MC CodeWEB: 10013853

► **649<sup>99</sup>**

**ÉPARGNEZ 20\$**

**SONY**

**Appareil photo numérique**  
 • 3,2 méga-pixels  
 • Zoom numérique de 3x  
 • Mise au foyer automatique en points multiples  
 • Comprend des piles NiMH et un chargeur  
 DSP32 CodeWEB: 10026989

► **349<sup>99</sup>**

**EN GRANDE PRIMEUR**

En grande PRIMEUR

**Trousse d'expansion Warcraft III: The Frozen Throne**  
 CodeWEB: 10029793

► **39<sup>99</sup>**

**ÉPARGNEZ 20\$**

**EPSON**

**Imprimante couleur à jet d'encre C62**  
 • Résolution d'impression en couleur de 5760 x 720 ppp  
 • Vitesse de 10 ppm en couleur  
 • Vitesse de 14 ppm en noir  
 C62 CodeWEB: 10021575

► **79<sup>99</sup>**

**ÉPARGNEZ 200\$**

**Pioneer**

**Graveur interne A-05 pour DVD ré-inscriptible**  
 • Vitesses d'écriture de DVD de 4x et de réécriture de 2x  
 • Vitesse de lecture des DVD jusqu'à 12x  
 • Vitesses d'écriture de CD de 16x et de réécriture de 8x  
 • Vitesse de lecture de CD de 32x  
 DVR-A05 CodeWEB: 10023711

► **199<sup>99</sup>**

LES 2 ET 3 JUILLET SEULEMENT. QUANTITÉS LIMITÉES. 1 PAR CLIENT.

**12 Mois** **Aucun paiement, aucun intérêt\*** sur les ordinateurs de table

\*Avec votre carte Future Shop. Sur approbation du crédit. Achat minimum de 249\$ requis. Détail complet ci-dessous.

**Expédition gratuite tous les jours sur tout**

► **FUTURE SHOP.ca**

Prix et produits en vigueur du 2 au 3 juillet 2003. Taxes applicables sur prix et paiements.

Une offre par client, aucun détailant, ne peut être jumelée à une autre promotion, ne s'applique pas aux achats antérieurs. Voir détails en magasin.  
 \*\*Sur approbation du bureau de crédit pour les achats effectués avec votre carte Future Shop. Les offres de financement prolongé ne s'appliquent pas aux achats effectués à FUTURESHOP.ca. Il faudra effectuer un achat d'au moins 249,00 \$ pour bénéficier de l'offre «aucun intérêt». Pour nos options «aucun intérêt»: l'intérêt est calculé tous les mois aux taux de 28,8 % et sera éliminé à condition que: (1) les mensualités minimales soient versées et (2) le solde soit payé d'ici la fin de la période couvrant l'offre sans intérêt. Pour nos options «aucun paiement, aucun intérêt»: l'intérêt est calculé tous les mois au taux de 28,8 % après la fin de la période couvrant l'offre sans intérêt. Pour nos options «versements égaux, aucun intérêt», une mensualité sera débitée sur votre compte jusqu'à la fin de la période couvrant l'offre sans intérêt et celle-ci sera payable au complet avant la date d'échéance mensuelle. Pour notre option «versements égaux, aucun intérêt» pendant 36 mois, vous devez effectuer un achat minimum de 999,00 \$. Tous les prix et paiements sont sujets aux taxes applicables. Les taxes applicables doivent être payées lors de l'achat, sauf pour notre option «aucun intérêt pendant 90 jours». Le client convient de verser tous les mois toutes les sommes en souffrance au Compte plus un paiement mensuel minimum (arrondi au dollar supérieur) correspondant soit à 3 % du solde au moment de la facturation, soit à dix dollars (10,00 \$), selon la plus élevée de ces sommes (le «Paiement Minimum»). Le Client peut en tout temps rembourser le solde impayé, en partie ou en entier. **POLITIQUE D'EXACTITUDE DES PRIX:** Si le prix enregistré à la caisse est plus élevé que le prix annoncé, le plus bas prix prévaut. Si cette erreur porte sur un article dont le prix annoncé est de 10 \$ ou moins, nous remettrons au client l'article gratuitement. Pour un article de plus de 10 \$, nous consentirons un rabais de 10 \$ sur le prix corrigé de l'article. Certaines conditions s'appliquent, voir les détails en magasin. **POLITIQUE PUBLICITAIRE:** Là où des rabais ou crédits de programmation sont indiqués, toutes les taxes devant s'appliquer sont calculées et doivent être payées sur le prix avant rabais ou crédit. Les frais d'affranchissement appropriés doivent être payés pour les remises postales. Les remises payables en dollars américains sont sujettes aux fluctuations dans la valeur des devises et peuvent faire l'objet de frais de traitement par les banques canadiennes. Future Shop n'est pas responsable des remises postales des fabricants. La disponibilité des produits varie selon le magasin. © 2003, Future Shop. Tous droits réservés. Le présent document ne peut être reproduit ni en tout ni en partie, ceci incluant l'information sur les prix, sous quelque forme que ce soit et par quelque procédé que ce soit sans l'obtention préalable d'une autorisation écrite de Future Shop. Les prix, produits et offres annoncés par l'InterBoutique de notre site web peuvent différer de ceux offerts dans les magasins Future Shop. INTEL, Intel, le logo «Intel Inside», Pentium et Celeron sont des marques déposées ou des marques de commerce de la corporation Intel ou de ses filiales aux États-Unis et dans d'autres pays.

Si le solde quotidien moyen est de...	250\$	500\$	750\$	1000\$
...les frais de crédit pour une période de 30 jours seront de...	5,92\$	11,84\$	17,75\$	23,67\$
...les frais de crédit avec l'assurance FutureGuard pour 30 jours seront de...	8,40\$	16,80\$	25,20\$	33,60\$

## Forum

## La Presse

ANDRÉ DESMARAIS &gt; Président du conseil d'administration

GUY CREVIER &gt; Président et éditeur

PHILIPPE CANTIN &gt; Vice-président à l'information et éditeur adjoint

ÉRIC TROTTIER &gt; Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE &gt; Éditorialiste en chef

## L'architecture dictature

ANDRÉ PRATTE  
apratte@lapresse.ca

Oublions un instant les cachotteries financières et le luxe débridé : se pourrait-il que Montréal sorte gagnant de la construction du nouveau bureau d'affaires de la Caisse de dépôt ? C'est en tout cas l'idée qu'avance dans nos pages récemment l'architecte Jean-Claude Marsan. Nous partageons son point de vue.

M. Marsan reconnaît que certaines extravagances ont été commises. Mais il souligne que l'immense hall de l'édifice se situe « parmi les espaces intérieurs les plus impressionnants au Canada », et qu'il s'agit d'un exemple d'architecture « de calibre international ». De plus, le Centre CDP Capital est un élément clé du Quartier international de Montréal, projet qui est en train de faire renaître ce secteur déchiré par l'autoroute Ville-Marie.

En somme, conclut Jean-Claude Marsan, « il s'agit d'un projet à très long terme dont les bienfaits ne sont pas tous évidents aujourd'hui », « une des oeuvres d'architecture urbaine les plus significatives du Montréal de ce début du troisième millénaire ».

De fait, l'édifice est aussi spectaculaire à l'intérieur qu'élegant à l'extérieur. Jean-Claude Scraire aurait-il eu raison ? Du point de vue de la gestion publique, certainement pas. Le récent rapport de la vérificatrice générale montre bien les erreurs qu'a commises l'ancienne direction de la Caisse dans ce dossier : information incomplète sur les coûts, échecancier trop serré, excès dans l'aménagement intérieur, etc.

Du point de vue urbanistique, le projet n'est pas disqualifié pour autant. Que se serait-il passé si la Caisse avait construit le même bâtiment, en évitant les pires excès et en étant plus transparente quant aux coûts ? Les Québécois auraient-ils accepté qu'on dépense 300 millions pour construire ce superbe édifice et retaper un quartier à la dérive ?

La réalité, c'est qu'en matière d'architecture, au Québec en particulier, le public est généralement tenu à l'écart. Lors des concours relatifs à l'agrandissement du Palais des congrès et à la construction de la Grande Bibliothèque, le projet gagnant a été choisi en secret. Les projets concurrents n'ont été connus du public... qu'après la décision. C'est ce qui vient de se produire aussi dans le cas du nouveau complexe de l'Orchestre symphonique de Montréal, pour lequel un jury composé essentiellement d'architectes a rendu son verdict la semaine dernière.

Imaginons une consultation publique sur les trois projets pour le Palais des congrès ? La population aurait-elle applaudi celui dont la réalisation s'achève, hétéroclite et clinquant ? Aurait-elle accepté que le gouvernement écarte comme il l'a fait le projet appuyé à l'unani-

mité par le premier comité de sélection ?

Consultez le site Internet de la Société immobilière du Québec ([www.siq.gouv.qc.ca/imm/ccamtl/finalistes.htm](http://www.siq.gouv.qc.ca/imm/ccamtl/finalistes.htm)). Des cinq projets finalistes pour la salle de l'OSM dont vous pouvez maintenant admirer les dessins, lequel préférez-vous ? Auriez-vous, comme le jury, choisi l'immense cube conçu par le groupe néerlandais De Architekten ?

L'implication du public dans de tels concours comporte des risques. Mais ceux-ci ne justifient pas la frilosité et l'arrogance de ceux qui, jusqu'ici, ont toujours préféré décider en catimini. N'investit-on pas l'argent des contribuables ? Les citoyens, qui vont utiliser, vivre dans et autour des nouveaux édifices, n'ont-ils pas leur mot à dire ?

Certains craignent que la population n'écarte systématiquement les projets trop coûteux ou trop originaux. C'est possible. Il est vrai que la culture de l'architecture n'est pas très développée chez nous. Comment pourrait-il en être autrement, puisqu'on fait tout pour éviter les débats sur les grands projets ? Les gens ne peuvent que s'indigner... lorsque la construction est terminée. Cependant, il ne s'agit pas de soumettre les plans à un référendum. Il s'agit d'écouter ce que les gens ont à dire. Et ce qu'ils disent est souvent plein de bon sens.

La Lower Manhattan Development Corporation a fait le pari de la participation populaire dans le processus de reconstruction du secteur du World Trade Center. Que lui ont dit les New-Yorkais ? Quand la société leur a soumis des premiers concepts fort timides, ils ont clairement fait savoir que les tours jumelles devaient au contraire être remplacées par des projets audacieux. Les consultations publiques ont indiqué aux autorités et aux architectes que la population accordait beaucoup d'importance à la restauration d'un skyline propre à New York, à la préservation au sol du contour des anciens tours à titre commémoratif, à l'aménagement de places et de jardins publics, et à l'ouverture du nouveau complexe sur les quartiers voisins. À l'issue d'un appel d'offres international, neuf projets ont été retenus. Nouvelles consultations, exposition des maquettes. La décision finale revenait évidemment à un jury spécialisé. Mais les New-Yorkais ordinaires avaient pu mettre leur grain de sel. Le projet final était, au moins en partie, LEUR projet.

C'est le grand avantage de l'implication du public dans une telle démarche. Les gens se sentent partie au projet. Une fois l'édifice construit, ils peuvent d'autant plus facilement se l'approprier.

Alors, si on les avait consultés, les Québécois auraient-ils applaudi au projet du bureau d'affaires de la Caisse de dépôt ? Les patrons de la Caisse et leurs architectes auraient dû travailler fort pour les convaincre, c'est évident. N'est-ce pas ce qu'on appelle la démocratie ? Dans une société moderne, l'architecture dictature n'a plus sa place.



Serge.Chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

## LA BOÎTE AUX LETTRES

## Un cas isolé ?

FÉLICITATIONS à un officier de police féminin du poste 35 qui a dressé une contravention à une femme presque octogénaire (79 ans) pour avoir traversé une intersection sur feu rouge... à pied. Arrogante à souhait et sans la moindre délicatesse, la policière a exigé des pièces d'identité à la suite de quoi, en prenant tout son temps, elle lui a remis la contravention, assortie d'une amende de 27 \$. Nul doute que, par son Programme de sensibilisation à la prévention des accidents, le service de police n'a pas l'intention de cibler les personnes les plus vulnérables et de les arrêter sur la rue comme des malfaiteurs. Par son geste, cette policière a fait preuve de zèle excessif et également d'un manque lamentable de connaissances en psychologie. Un simple avertissement aurait été ici beaucoup plus approprié. À la suite de cet incident, une question s'impose : les coffres de la ville sont-ils à ce point dégarnis, qu'on en soit réduit à effrayer les gens âgés qui déambulent dans les rues en vaquant tranquillement à leurs occupations ? J'ose espérer qu'il ne s'agit ici que d'un cas isolé.

M. L. GALARNEAU  
Montréal, arrondissement Anjou

## Le ventre plein

JE N'EN reviens pas de voir les employés de Labatt grassement payés refuser les dernières offres patronales. Ces employés ont à peine un secondaire V et quelle responsabilité ont-ils à transporter de la bière ? À la place de la compagnie, je les laisserais en grève assez longtemps et si possible, engagerais d'autres employés qui eux seraient



PHOTOTHÈQUE, La Presse

Des grévistes devant l'usine de Labatt, à Montréal.

sûrement heureux d'avoir un salaire aussi élevé que 67 000 \$ pour transporter de la bière dans des camions !

J. FRENETTE  
Donnacona

## Signatures d'illettrés ?

MONTRÉAL peut être une belle ville... au printemps, après la floraison et après que les pluies l'aient nettoyée de ses saouilles hivernales. Par une superbe journée de printemps, j'ai donc décidé de déambuler dans le Vieux-Montréal et le Vieux-Port.

Cependant, un phénomène urbain me choque profondément : les graffitis, véritables signatures d'illettrés. Qu'on en croise dans certains quartiers laissés à l'abandon ne surprend guère. Mais dans le Vieux-Montréal ! Je

pointe du doigt certains édifices de la rue St-Pierre, mais surtout un bâtiment plutôt laid coincé entre le musée de la Pointe-à-Callière et la place Royale. Les murs peinturlurés de cet édifice, « chef-d'oeuvre » d'ados analphabètes dénués de tout talent artistique, jurent avec la beauté de ce site. Quel effet cette vision d'horreur produit-elle auprès des visiteurs étrangers ? J'exclus de mon propos certaines murales exécutées par de vrais artistes de la bombe à aérosol. La ville de Montréal n'a-t-elle pas décrété la tolérance zéro pour endiguer ce phénomène, du moins dans les arrondissements les plus visibles ? Un message aux propriétaires d'édifices vandalisés : un graffiti rapidement et systématiquement effacé ne revient pas, nous en avons fait l'expérience là où je demeure.

JEAN-PIERRE PHANEUF  
Montréal

## Institution archaïque

LE SÉNAT est une institution antidémocratique puisque les sénateurs sont nommés par le premier ministre et non par le peuple. Le premier ministre a su bien remplir le Sénat de tous ses amis. Si on sait qu'une loi est adoptée à la Chambre des communes par des députés élus par le peuple, comment se fait-il qu'il faut que cette loi soit approuvée une deuxième fois au Sénat par des gens qui n'ont pas été élus par le peuple. Le Sénat est une institution archaïque qui frise la honte.

FRANCIS BERNARD

Vous voulez nous écrire ?  
forum@lapresse.ca

## OPINION

## John Manley, le premier ministre de l'Éducation

JEAN-PHILIPPE CÔTÉ  
L'auteur est porte-parole du ministre John Manley au Québec.

QUAND JOHN MANLEY se positionne comme prochain premier ministre de l'Éducation, il parle d'éducation au sens premier du terme. Éducation à titre de moteur économique du Canada qui veut prospérer davantage, malgré la complexité d'un contexte international où seule l'excellence est utile. Il ne s'agit pas du tout de prendre la responsabilité des juridictions des provinces.

D'où l'importance de répondre, respectueusement, au ministre Stéphane Dion qui, en signant dans La Presse un article d'appui à Paul Martin, le 21 juin dernier, alimente en fait les raisons pour lesquelles

John Manley se positionne comme un « excellent premier ministre ».

Parce que cet appui du ministre ne semble pas en être un, d'autant plus qu'il comporte une contradiction étonnante, lorsqu'il aborde le thème des municipalités et celui du rôle du gouvernement du Canada au sein de la fédération, en écrivant :

« L'approche de Paul Martin envers les municipalités m'apparaît judicieuse et relever d'une bonne compréhension du fédéralisme (...) aussi voudrait-il leur remettre le contrôle de la taxe sur l'essence. Je ne suis pas sûr que ce serait là le bon moyen... »

Nous sommes absolument d'accord avec le ministre Stéphane Dion sur le fait qu'abandonner la taxe sur l'essence n'est pas une bonne idée, mais il devient alors difficile de comprendre en quoi l'approche de Paul Martin envers les municipalités lui apparaît judicieuse, puisque cette idée en constitue la pièce maîtresse.

En abandonnant le champ de taxation sur l'essence aux municipalités, le gouvernement du Canada abandonne son leadership dans l'accomplissement d'objectifs nationaux quant à la protection de l'environnement, au contrôle de l'étalement urbain ou encore au développement de logements sociaux. On retire aux députés la possibilité de s'engager envers leurs communautés. Déficit démocratique ?

Par ailleurs, répondant à l'intention de John Manley de devenir le premier ministre de l'Éducation en créant un poste de ministre de l'Apprentissage, de l'Innovation et de la Recherche, appuyé par une loi, voici ce qu'écrit le ministre :

« ... un premier ministre fédéral ne peut pas davantage être le premier ministre de l'Éducation qu'un premier ministre provincial pourrait être celui des Affaires étrangères. Le gouvernement fédéral peut et doit jouer un rôle utile en appuyant la recherche universitaire et en aidant financièrement les Cana-

diens à avoir accès aux institutions d'enseignement (...) mais nul n'est besoin d'une loi pour cela. »

Or, il ne s'agit pas d'empiéter sur les juridictions des provinces. Il s'agit de réunir les dix-sept agences et ministères fédéraux déjà impliqués dans ce secteur sous un même ministère, afin d'en responsabiliser et d'en coordonner la direction. Il s'agit de proposer au Canada un projet moderne et rassembleur, de se donner les moyens de devenir de plus en plus compétitifs et influents sur la scène internationale.

Afin de concrétiser cette initiative, oui, il nous faut une loi. Pour que le Parlement donne un signal clair, et pour donner l'exemple, ce que le ministre néglige en écrivant qu'il aurait « préféré à un absence de course à la chefferie ».

Car enfin, que dites-vous à la jeunesse ? Que dites-vous à tous ceux qui sont aux études ou encore à ceux qui décrochent ? Vous don-

nez un exemple qui suggère l'abandon. Vous leur dites qu'en principe, il aurait pu y avoir une course à la chefferie, un bel exercice d'éducation et de contenu, mais puisque finalement tout est contrôlé et gagné d'avance, alors il faut tout laisser tomber.

En fin de lecture, nous ne pouvons comprendre l'appui du ministre Stéphane Dion que par l'unique observation à laquelle il semble croire en écrivant qu'« il est virtuellement certain que la succession de Jean Chrétien ira à Paul Martin ». Or, ce qui est virtuel n'est pas réel ou alors ce n'est qu'un jeu.

Le recherche du prochain leader doit se concrétiser par la valorisation du débat, c'est-à-dire l'attention que l'on porte et le dialogue que l'on engage dès qu'un seul individu a une idée à exprimer, un projet à définir ou encore une valeur à enseigner. Il y a au moins un individu qui court dans cette direction, et il s'appelle John Manley.

**BIEN PLUS.**



**GRANDE  
LIQUIDATION  
GM**



**0%**

**DE FINANCEMENT  
À L'ACHAT  
PENDANT 60 MOIS\***

**AVEC EN PLUS**

**1000\$ de réduction**

**À L'ACHAT, AVEC  
FINANCEMENT OU À LA  
LOCATION SUR PRESQUE  
TOUS LES MODÈLES 2003**



3153677A

3153678

**Les Associations des concessionnaires Chevrolet et Pontiac Buick GMC du Québec suggèrent aux consommateurs de lire ce qui suit.**  
 Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant à la plupart des modèles neufs 2003 en stock à l'achat ou à la location. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Les frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits payables à la livraison. \*Taux de financement à l'achat de 0% disponible sur la plupart des modèles pour des termes allant jusqu'à 60 mois. Exemple de financement : 10 000 \$ à 0% : 60 versements de 166,67 \$, coût en intérêts 0 \$, coût total de financement 10 000 \$. L'offre de financement à l'achat et la réduction de 1 000 \$ taxable ne s'appliquent pas aux Saturn, Saab, Isuzu, Vibe 2004, Grand Prix 2004, Corvette, Cadillac, Hummer, fourgonnettes passagers et marchandises/coupées, Sierra/Silverado 2500/3500 cabines classiques et allongées (sauf C6P), Sierra/Silverado 2500/3500 à cabine multiplace et châssis-cabine, Sierra/Silverado 3500 HD châssis-cabine (style reporté) et aux camions série W et poids moyens. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de la Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à [gmcanada.com](http://gmcanada.com) ou au 1 800 463-7483.